L'unité

N°55 2F50 Hebdomadaire socialiste 9-15 mars 1973



Coll. Fondation Jean Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

ROMAN

*** Françoise Mallet-Joris : Le jeu du souterrain (Grasset).**
L'échec d'un artiste qui se console entre sa pipe, sa femme, sa maîtresse et son rôle de lecteur dans une maison d'édition. N'est pas Rimbaud qui veut. Il y a beaucoup de candidats au génie, mais peu de reçus.

*** Jacques Borel : La dépossession (Gallimard).**
Comme Hugo qui prenait des notes dans le lit de Juliette Drouet, Jacques Borel suit l'évolution de ses propres névroses avec la patience du scientifique. Un livre qui est l'histoire de la détresse mentale.

*** Elian Finbert : Hautes terres (Plon).**
Sur le plateau pierreux du Larzac, la vie saisonnière des bergers. Un témoignage bouleversant. Et un espoir : celui du dernier refuge parmi les troupeaux, entre les torrents, dans les bras de la montagne et du ciel accouplés.

HISTOIRE

*** Dr Yves Ternon et Dr Socrate Helman : Les médecins allemands et le national-socialisme (1933-1939) (Casterman).**
Comment le corps médical allemand fut asservi par le nazisme. Comment chaque médecin devint un « soldat biologique ».

*** Jean Meyer : La révolution mexicaine (Calmann-Lévy).**
Pour l'auteur, la « révolution » s'étale sur trente années : de 1910 à 1940, du démantèlement de l'ancien régime à la construction du nouveau.

*** Joseph Ki-Zerbo : Histoire de l'Afrique noire (Hatier).**
Pour la première fois, un Africain, fils de paysans de la Haute-Volta, écrit lui-même l'aventure de sa civilisation.

*** Jean Cavalier : Mémoires sur la guerre des Camisards (Payot).**
Né dans le Gard en 1680, mort près de Londres en 1740, fils de Cévenols, Cavalier fut le célèbre chef des Camisards. Ces mémoires ont beaucoup servi à René Allio pour la réalisation de son film « Les Camisards ».

SOCIETE

*** Roger Bordier : Le progrès pour qui ? (Casterman).**
L'auteur affirme : « Le notaire du progrès a oublié de verser leur part de succession aux déshérités de l'abondance ». Et il le démontre.

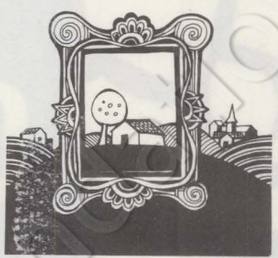
*** Dr Solange Lambergeon : Racisme et sexualité (Casterman).**
Témoignages, interviews, entretiens explosifs : comment se manifeste le racisme dans l'affectivité et la sexualité.

*** Claude Marenco et Jean Urvoy : Les ordinateurs dans la société (P.u.f.).**
A quoi servent les ordinateurs ? Quel est l'apport de l'informatique pour les sciences, l'enseignement, la gestion, l'art ? Où sont les dangers ? Un ouvrage de base.

CINEMA

*** Georges Sadoul : Histoire générale du cinéma, tome I (Denoël).**
Cette édition comprendra six volumes. Le premier s'intitule « L'invention du cinéma, 1832-1897 ». La vie et l'aventure des précurseurs : le Belge Plateau, les Américains Muybridge et Edison, les Français Marey et Reynaud... Bien avant les frères Lumière.

*** Claire Clouzot : Le cinéma français depuis la Nouvelle vague (Nathan, coll. Où en est la France ?).**
Les classifications introduites dans ce livre susciteront sans doute de nombreuses réactions. La Nouvelle vague est qualifiée de courant « néo-romantique » ; à « l'école réaliste » appartiennent Rouch, Allio, Eustache et Karmitz ; Claude Berri et Claude Faraldo sont des « néopopulistes » et Philippe Garrel est un « formaliste fantastique »...



Expositions

*** Théâtre de l'ouest parisien (Boulogne) : Le masque de théâtre.**
Une exposition conçue et réalisée par les étudiants de Vincennes : le rôle du masque, son histoire, les secrets de sa fabrication.

*** Galerie Templon (30, rue Beaubourg, Paris) : Jean Le Gac.**
Le Gac s'est imposé dans l'avant-garde internationale. Il est lui-même le sujet de ses œuvres : des suites de deux ou trois photographies où il pose devant un appareil photo ostensiblement démodé. Art en abîme d'un individu qui se cherche.

*** Musée national d'art moderne et librairie La Hune, (170, Bd St-Germain, Paris) : Bryen.**
Bryen l'hérétique, qui inspira d'admirables pages à Audiberti. Il a résumé lui-même sa démarche : « La peinture non figurative est celle qui réalise le mieux l'idée de « l'œuvre ouverte », qui appelle à tous les vrais voyages. »

*** Chez Dominique Halévy (26, place Dauphine, Paris) : Henri Samouilov.**
Peintures, pastels, dessins.



Disques

— CLASSIQUES

*** Ensemble instrumental Christian Schneider (Un 33 tour qui peut être commandé à M. Georges-Charles Bernard 9, rue Gambetta, 91-Vigneux).**
La preuve éclatante que la mandoline n'est pas du « spaghetti » musical, mais un instrument possédant sa littérature propre, constituée aussi bien par des transcriptions — comme la célèbre « Sérénade » du quatuor de Hagou — que par des œuvres écrites « ad hoc » par les plus grands.
L'orchestre est un orchestre « à plectre » se composant de mandolines, de mandoles et de guitares. Bonne mise au point, bonne prise de son. Soliste : Christian Schneider, accompagné au piano par Paulette Blacher (admirable Adagio de Beethoven).

*** Musique française pour guitare, par Turibio Santos (Erato Stu 70767).**
Longtemps demeurée dans l'ombre, la guitare surgit en France sous le règne de François Ier. La renaissance nous valut ainsi des compositeurs comme Adrian Le Roy, puis Robert de Visée au XVIIe siècle. La musique « classique » ne s'accorda aux doigts des guitaristes que grâce à Delphin Alard-Tarrega, qui transposa pour son instrument Bach, Beethoven, Schuman, etc. Turibio Santos nous fait parcourir avec maestria les temps de cette évolution. Il termine par des œuvres plus connues, parce que plus récentes, signées Albert Roussel, Francis Poulenc, Henri Sauguet, Darius Milhaud, André Jolivet. Un enregistrement précieux.



Théâtre

PARIS

*** Théâtre du Tertre : « Le plus heureux des rois » de Labiche. Mise en scène d'Yves Gourmelon et Yves Fabrice.**
Un spectacle du « Théâtre sur la place », jeune troupe de huit personnes sorties du Conservatoire de la rue Blanche. Ils ont joué sur les places de villages, dans les rues. Ils s'installent logiquement à Montmartre, le seul village de Paris.

PROVINCE

*** Amiens (Maison de la Culture) : « La grande imprécation devant les murs de la ville » de Tankred Dorst. Par l'Atelier-Théâtre de Nevers. Mise en scène de Jean Lauberty.**
Un individu écrasé par ses oppresseurs. Une fable chinoise adaptée. Une atmosphère menaçante que traduit très bien le choix de « théâtre en rond » (le public est disposé tout autour de l'ère de jeu).

*** Chambéry : « Les chaises », farce tragique de Ionesco, mise en scène de Gilbert Guiraud.**
Un couple de vieillards dans une tour cernée par les eaux. Solitude définitive. Seul un nombre de chaises de plus en plus grand marque la présence de la foule, des autres. Où sont-ils ? Comment communiquer avec eux ? Sous la « rigolade » perce le tragique : quelle est la réalité du monde ?



Cinéma

*** André Harris et Alain de Sédouy : Français, si vous saviez...**
Voir le précédent numéro de « l'Unité ».

*** Beni Montresor : Pilgrimage (à partir de jeudi).**
Les réalisateurs, ce sont un décorateur-metteur en scène d'opéras italien, Beni Montresor, et surtout son excellent opérateur Tonino Delli Colli, à qui on doit le meilleur de l'œuvre : un New York décadent auquel sa photographie donne des allures florentines. Le thème est nettement moins original : la fin d'une adolescence. Gary affronte donc une série de « rites de passage », dont seule l'ultime — la mort libératrice de son père — le fera passer à l'âge d'homme. Tout cela, hélas, enrobé dans un pathos navrant.

*** Marco Bellochio : Au nom du père.**
L'histoire d'une rébellion dans un collège catholique italien, où éducation religieuse signifie vie végétative, frustration sexuelle, mélange de sévérité et de paternalisme, et surtout apprentissage de la soumission. Cette farce tragique, plus ou moins autobiographique, est la dénonciation d'un pouvoir, celui de l'Eglise, prolongé politiquement par la Démocratie chrétienne. Mais, plus encore — et cela dépasse l'intrigue elle-même — « Au nom du père » est l'illustration des diverses formes que peut prendre une révolte. Celle, sans efficacité, qu'incarne le collégien Franco, idéologue réformiste ; celle du domestique Salvatore, qui seul a une conscience de classe ; celle, enfin, d'un autre collégien, Angelo, organisateur d'une fête provocatrice, et qui ne combat le vieil ordre religieux que pour y substituer un ordre nouveau : le règne d'une certaine efficacité technocratique, qui ne peut déboucher que sur le fascisme. Film dense, riche, admirable en un mot.

Sommaire

3 Parti socialiste : Le pari gagné

4 Grèves : un ministre trop pressé

5 Editorial : A gauche toute

6 Spécial élections : Une irrésistible progression

12 La nuit des cadeaux

15 L'ascension de la gauche

16 Chili : La droite a échoué

17 L'œil en coin : Cocorico sur la touche

Télé-sélection

18 Théâtre : Le « boulevard » est politique

Brecht au secours de Shakespeare

19 Calder, rêveur aux sandales de plomb

20 Document : A qui appartient la France ?

24 La vie immédiate : La fin d'une époque, par Pierre Bourgeade

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (page 2 et cartes page 11) Carlos Brito (pages 16, 19) André Perlstein (pages 7, 9, 21) Sabadel (pages 1, 4, 20) Teich (page 13) Vasco (pages 6, 8, 10, 14, 15, 18).

Parti socialiste

Le pari gagné

Dans le flot oratoire qui déferle depuis dimanche soir à la télévision et sur les différents postes de radio, tant de choses ont été dites qu'on a tendance a perdre de vue l'essentiel.

Or l'essentiel de ce premier tour de scrutin tient en quatre constatations :

1) La majorité sortante, qui gouverne la France depuis quinze ans, a cessé d'être la majorité. Avec 36 % des suffrages, elle représente à peine plus d'un tiers de ceux qui se sont exprimés dimanche. Il s'agit bien de la fin d'un règne, celui d'une U.d.r. toute-puissante et dont les forces propres sont désormais à peine supérieures à celles du Parti socialiste ou du Parti communiste.

2) L'ensemble de la gauche marque une sensible progression non seulement sur les résultats de juin 1968, ce qui n'est pas une surprise mais aussi sur ceux de 1967. Communistes, socialistes, radicaux et P.s.u. avaient alors totalisé un peu moins de 9 800 000 voix, soit 43,68 %. Ils rassemblent aujourd'hui plus de 10 900 000 suffrages, soit plus de 45 %. Dans le cadre de cette progression générale, le Parti communiste et l'U.g.s.d., liés par le programme commun, ont avancé, chacun pour leur part. Six mois d'attaques grossières, de propagande mensongère de la majorité sortante contre l'Union de la gauche ont abouti à un échec cuisant. Le chantage à la peur, au désordre institutionnel ont laissé indifférents les électrices et les électeurs qui étaient décidés à exprimer leur volonté de changement.

3) Le mouvement réformateur qui avait conçu de grandes espérances n'a pas réussi la percée qu'annonçaient depuis des mois Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber. Le nombre des suffrages qu'il a obtenus (12,43 %) est en fin de compte inférieur à ce que tous les sondages lui accordaient. Faute d'avoir gagné leur pari (« on ne compte en politique que si l'on est indispensable », a souvent répété Lecanuet), les dirigeants réformateurs n'ont plus qu'un seul objectif : celui d'avoir au moins trente élus pour constituer un groupe parlementaire et pour cela, dans la journée de mardi, ils n'ont plus eu que la ressource de jouer au « coup par coup » avec la majorité, Lecanuet se tirant d'ailleurs mieux d'affaire que Pierre Abelin, Jeanneney ou Servan-Schreiber.

4) La quatrième constatation, qui est pour nous le premier sujet de satisfaction, est que le Parti socialiste est bien le principal vainqueur de ce premier tour de scrutin. C'est lui, allié aux radicaux de gauche dont les candidats, sous le sigle de l'U.g.s.d. totalisent environ 4 530 000 voix, qui réalise la plus forte progression : 700 000 voix de plus que la F.g.d.s. en 1967 et 1 300 000 de plus qu'en 1968. Il était plaisant d'entendre dimanche soir Alain Peyrefitte expliquer sur les antennes que le Parti socialiste avait perdu son pari. Le fait majeur de ce scrutin est précisément que le Parti socialiste est devenu une force politique d'importance à peu près égale à celle du Parti communiste, et avec ce dernier et l'U.d.r. elle-même l'une des trois formations désormais déterminantes dans la vie politique française.

Tout au long de ce numéro spécial,

Fondation Jean Jaurès

Le pari gagné

→ nous analysons en détail la poussée socialiste dans les différentes régions françaises.

En voici les caractéristiques dominantes :

1) Le Parti socialiste réalise en ce mois de mars 1973 son meilleur score électoral depuis 1946. C'est la preuve que le renouveau amorcé depuis deux ans n'est pas seulement de surface mais qu'il a atteint en profondeur de nouvelles catégories sociales jusque là éloignées du socialisme.

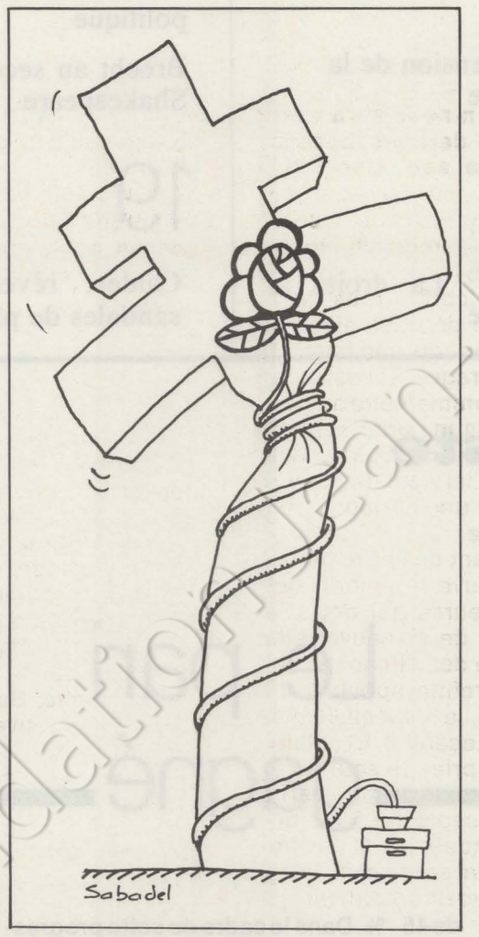
2) La progression du Parti socialiste atteint, à de rares exceptions près, l'ensemble des régions françaises. Elle est plus spectaculaire dans certaines (Région parisienne, Bretagne, Normandie, Lorraine, Rhône-Alpes) que dans d'autres, mais elle est générale. Le Parti socialiste n'est plus cette formation localisée géographiquement dans le Nord, le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône qu'était devenue la S.f.i.o. Son influence s'étend désormais dans l'ensemble du pays.

3) Cette transformation de l'électorat socialiste apparaît sous plusieurs autres formes.

▶ Il est plus jeune que celui de la Fédération de la gauche. Plus de 60 % a moins de 50 ans. Les hommes et les femmes y sont également représentés.

▶ Il a cessé d'être d'abord rural pour devenir plus urbain, ce que confirme la progression dans Paris et dans sa banlieue, à Lyon, à Lille, etc.

▶ Il est plus riche en ouvriers, comme l'indique par exemple la percée



de Jean-Pierre Chevènement à Belfort, mais aussi en cadres supérieurs et en professions dites libérales.

▶ Les catholiques cette fois ont fait la différence. La nouvelle géographie électorale montre qu'en Alsace, en Bretagne, dans la Région Rhône-Alpes, les catholiques et les nouvelles classes moyennes se sont tournées vers le Parti socialiste.

▶ De même, les candidats, comme Louis Mermaz, Georges Fillioud, Claude Estier, Martin Malvy, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy, qui appartiennent à ce qu'il faut bien appeler « la classe politique récente » ont fait de très bons scores. Et amélioré grandement la position du P.s. Si l'on regarde les résultats d'ensemble des candidats socialistes, il est aisé de constater qu'une sorte de « prime à la rénovation » a partout profité à l'électorat socialiste.

▶ Le programme commun et la stratégie unitaire a plus bénéficié au Parti socialiste qu'au Parti communiste. Et ce malgré la violente campagne de la majorité : le P.s. arrive second, derrière la majorité dans 123 cas, contre 102 en 1967. Le P.c. n'est en tête de la gauche contre la majorité que dans 99 cas contre 127 en 1967. Il y a treize départements où le P.s. réalise plus de 30 % des suffrages contre 11 au P.c.f. Et la gauche n'est éliminée que dans 21 circonscriptions.

Le Parti socialiste a voulu sa rénovation. En améliorant son score, en voyant la carte de son électorat se modifier sensiblement, en trouvant une audience auprès de nouveaux électeurs de différentes catégories sociales, n'en déplaise à Alain Peyrefitte, il a gagné le pari d'Epinay.

ANTOINE VIOLET

Grèves: un ministre trop pressé

Curieux ministre. Alors que la grève des aiguilleurs du ciel traîne, et qu'il s'agit de la sécurité de milliers de passagers, Robert Galley joue au petit Napoléon. Il refuse de négocier et fait appel— pour les entraîner, peut-être? – aux militaires.

Résultat : alors qu'une catastrophe aérienne entre deux avions de la compagnie Iberia a fait 68 morts, il est impossible de savoir si, oui ou non, le contrôle aérien de remplacement mis en place n'en est pas la cause.

Dès le lendemain de cet accident, Galley affirmait que la collision était due au pilote du Coronado, qui n'avait pas exécuté l'ordre que lui aurait transmis le contrôle aérien... Peut-être. Mais Galley, pour proférer de telles affirmations, aurait mieux fait d'attendre que l'enquête ait été menée complètement. Cela aurait donné plus de poids à ses arguments. Et puis l'Association internationale des pilotes de ligne a fait savoir, mardi soir, que les « examens préliminaires laissent supposer que la collision était due à une erreur du contrôle du trafic ».

Tous les syndicats de pilotes de ligne et de navigants donnent la consigne de ne plus voler. On les comprend. Il est plus facile de leur faire confiance qu'à Galley, et à sa suffisance insupportable.

ST-ANDRE DES ARTS

30, rue St André des Arts. 326.48.18

FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ

(1ère Epoque : En passant par la Lorraine)

A 12 h et 24 h : LES CARABINIERS de J.L. Godard

FAMILY LIFE

A 12 h et 24 h : LES ARPENTEURS

Editorial

A gauche toute

Rien n'est joué. Rien ne le sera avant la fermeture des derniers bureaux de vote dimanche soir. Une seule certitude : la majorité sortante, celle qui gouverne la France depuis quinze ans, a cessé d'être la majorité. Elle a recueilli, toutes nuances additionnées, environ 9 millions de voix, soit à peine 38 %, contre près de 11 millions à la gauche qui dépasse ainsi, en dépit des manipulations du ministre de l'Intérieur, 45 % des suffrages. Tel est le fait brut, simple, qu'aucun commentaire ampoulé ne peut dissimuler : la majorité sortante est devenue minorité. Le pouvoir absolu dont elle a disposé jusqu'ici vient de prendre fin. C'est l'achèvement d'une période politique, le début d'une autre.

Tout en faisant semblant de croire qu'elle s'était bien tirée de l'épreuve, la majorité battue a employé les 48 heures qui ont suivi le premier tour à tenter de se sauver elle-même. Elle s'est tournée dès dimanche soir vers celui qu'Alain Peyrefitte appelait, il y a quelques jours encore, le « spécialiste du trapèze volant » : Jean Lecanuet. Et celui-ci a fait, sans trop se faire prier, le saut qu'on attendait de lui. Sous prétexte de faire barrage à la gauche, il a accepté de jeter une bouée de sauvetage à quelques U.d.r. mal placés, en échange d'un soutien à autant de « réformateurs » en position difficile.

A vrai dire, cette attitude n'a pas de quoi surprendre. Mais elle ne donne pas le droit à Lecanuet de prendre à la télévision des airs indignés pour dénoncer les désistements intervenus à gauche, alors que ses amis et lui-même se sont livrés ces jours-ci, avec ceux que la semaine dernière encore ils prétendaient combattre, à des marchandages dignes des grands jours — et des grandes nuits — de la IVe République.

Marchandages qui seront d'ailleurs, pour une large part, des marchés de dupes : les « réformateurs » aideront sans doute l'U.d.r. à conserver quelques députés de plus, mais ils n'en auront pas assez eux-mêmes pour constituer, dans la prochaine Assemblée, ce fameux groupe charnière dont ils rêvaient. Quant à leurs électeurs, ils se partageront inévitablement en deux parties : ceux qui rejoindront normalement la droite conservatrice avec laquelle ils se sentent en sécurité, et ceux qui, ayant sincèrement exprimé leur volonté d'un changement de politique, comprendront, quelles que soient leurs réticences, qu'ils ont été trompés et que seule la gauche peut prendre en charge ce changement.

Car, face aux combinaisons sordides qui se sont déroulées au centre et à droite, les Français sont impressionnés par la clarté et la loyauté de la stratégie de la gauche. Dès lundi après-midi, tout a été réglé. Sur la base du contrat public pris depuis plusieurs mois, les formations signataires du programme commun ont décidé sans difficulté d'appliquer, sans exception, la règle du désistement en faveur du candidat placé par le suffrage universel en tête de la gauche. Sans exception, ce qui veut dire que se trouve désormais banni de notre vocabulaire ce terme de « cadeaux » sur lequel tant de commentateurs ont, pendant si longtemps, exercé leur verve. Dans la mesure même ou le Parti socialiste est devenu une force d'importance équivalente à celle du Parti communiste, il n'a de cadeau à demander à personne. Il applique la règle dans la loyauté la plus totale. Aucune entorse n'a été constatée à cette discipline démocratique qui a été étendue, et nous nous en réjouissons, au P.s.u.

Le Parti socialiste appelle donc à voter massivement dimanche, dans les 404 circonscriptions où ils restent en lice, pour les 193 socialistes, les 182 communistes, les 25 radicaux de gauche, les 2 P.s.u. et les 2 « divers gauche » qui portent le drapeau de l'Union de la gauche et de tous les démocrates. Ils sont les seuls à représenter la volonté de changement qu'ont exprimé la majorité des électeurs ! En confirmant leur vote de dimanche dernier, ceux-ci ouvriront un nouvel avenir pour la France.

CLAUDE ESTIER

SPECIAL ELECTIONS

Une irrésistible progression

Voici, région par région, l'analyse des résultats socialistes et U.g.s.d. du 1er tour dans toute la France, et la perspective des affrontements de dimanche prochain.

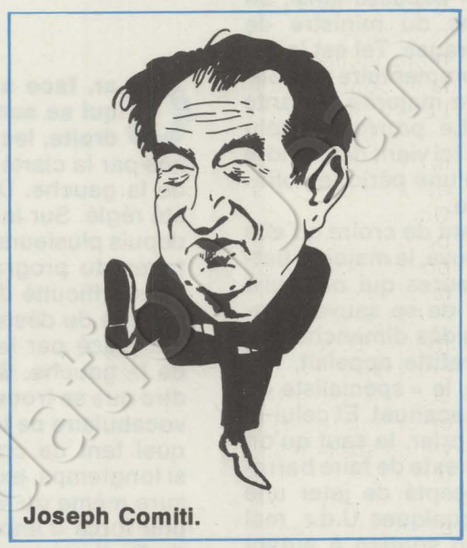
Languedoc et Provence : A gauche, avec l'accent

Un pays qui reprend sa couleur. Le rouge. 1968 pourtant avait laissé espérer à la majorité qu'elle pourrait s'implanter dans cette zone encore rebelle. Sur les 40 sièges de la bande littorale, la majorité et les futurs « réformateurs » en avaient emporté 27. Ce ne fut qu'un feu de paille. Dimanche soir, en faisant leur compte, les gens de droite seront tristes : il leur en restera, dans le meilleur des cas, 8 ou 9.

C'est que, dans les Pyrénées-Orientales, l'Aude, l'Hérault, le Gard, les Bouches-du-Rhône et les Basses-Alpes, la gauche dépasse les 50 %, dans le Var et le Vaucluse elle se situe entre 45 et 50 %, dans les Alpes-Maritimes entre 35 et 40 %. Et, dans cette gauche, le Parti socialiste se tient bien, très bien : au soir du premier tour, ses candidats sont en tête des ballottages dans 20 circonscriptions sur les 40 de la région. En voix, les progrès sont sensibles : 140 000 sur 1968, 40 000 sur 1967. Mais les gains ne sont pas seulement le résultat d'une rente de situation. Tous les départements du Midi méditerranéen ne sont pas à l'image des Bouches-du-Rhône où, depuis longtemps, la gauche se partage les sièges.

Le Var est l'exemple frappant de ce renouveau. Dans ce département le seul sortant P.s., Pierre Gaudin, améliore sa position : 3 523 de plus sur 1968. Mais, au total, le P.s. gagne sur les quatre circonscriptions 22 502 voix sur 1968 et 13 364 sur 1967. Et Alfred Max, dans la circonscription d'Hyères — avec un gain de 6 127 voix sur 1968 et de 3 268 sur 1967 — est en tête du ballottage et a de bonnes chances d'être élu. Dans les circonscriptions ouvrières — La Seyne, Toulon — les gains sont éloquents : 8 500 voix à la Seyne, 4 200 à Toulon. Preuve que le P.s. est présent, combattif, efficace. Autre département, autre problème. Dans le Gard, Jean Bastide, en gagnant 5 200 voix sur 1968, « double » le communiste et doit battre Jean Poudevigne, secrétaire national du C.d.p. député sortant.

Dans les autres départements, on est tenté d'écrire : pas de problème. Partout, le Parti socialiste améliore ses positions. Une seule exception : la 11e circonscription des Bouches-du-Rhône, où Charles Privat est dépassé par le communiste. Pour une raison qui est simple : dans cette circonscription, le P.s. n'a pas toujours joué le rôle qui est



Joseph Comiti.

le sien. Et la perte de voix — 1 033 sur 1968, 6 436 sur 1967 — reflète le malaise. C'est l'exception qui confirme la règle.

A nouveau, ces départements du Midi vont renouer avec la vieille tradition. Ici, on est de gauche. Et si parfois on le dit avec l'accent, avec ce brin de folklore qui désoriente le Parisien, les résultats sont là. L'exemple des Bouches-du-Rhône le prouve. A l'exception de Privat, tous les candidats socialistes gagnent des voix. Même dans les circonscriptions « difficiles », celles détenues depuis longtemps par le Parti communiste. Dans la 10e circonscription, par exemple, celle de l'étang de Berre, le P.s. gagne 11 122 voix. En particulier dans les communes ouvrières : Martigues, Berre, Marignagne — où Michel Pezet double les voix. Quant à Joseph Comiti, seule personnalité gouvernementale à tenter sa chance dans la région — on choisit les ministres dans des zones plus sûres — il perd 3 764 voix sur 1968, ce qui ne doit pas l'inciter à la gaieté. Alors que Bastien Leccia en gagne 2 147 et se retrouve bien placé pour retrouver le siège qu'il avait gagné en 1967.

Rhône-Alpes : Au pays de Charret et de Sibeud

Il faut remonter plus de 15 ans en arrière pour trouver une poussée socialiste aussi forte que celle de dimanche dernier dans la région Rhône-Alpes.

Depuis des années, la résurrection de la gauche était attendue et annoncée par les analystes politiques : région en modernisation rapide avec trois grandes villes, région d'industrie dynamique et moderne, région d'ateliers, de manufactures, mais aussi de laboratoires, de bureaux d'études, de centres de recherche, Rhône-Alpes semblait être un bon terrain pour la gauche.

Les législatives de 1967 avaient apporté des confirmations à ces espoirs et révélé une première percée de la gauche : 10 députés — 6 socialistes, 3 communistes et un P.s.u. — sur 39 circonscriptions avaient, cette année-là, été élus. Parmi eux, Pierre Mendès France, Georges Fillioud, Georges Vinson, Louis Mermaz, Maurice Pic et Joseph Rosseli.

En 1968, le raz-de-marée gaulliste a provoqué, ici comme ailleurs, un net recul de la gauche. Deux députés seulement ont résisté à la vague : Marcel Houel, maire de Vénissieux (P.c.), et Maurice Pic, maire de Montélimar (P.s.).

Mais certaines victoires de la majorité avaient été arrachées d'extrême justesse et l'âpreté de la bataille montrait que la gauche avait constitué des places fortes solides : à Vienne, 24 voix seulement séparaient l'U.d.r. David Rousset du socialiste Mermaz ; à Grenoble, Jean-Marcel Jeanneney, alors U.d.r., devançait Mendès France de moins de 200 voix ; à Romans et à Tarare, Fillioud et Vinson avaient eux aussi bien défendu leur siège.

Ces résultats révélaient l'ampleur du travail accompli et laissaient prévoir qu'une reconquête, un jour, serait possible. Ce qui s'est passé dimanche n'était donc pas inattendu.

A Tarare, Vinson a gagné 4 000 voix par rapport au premier tour des législatives de 1967. A Lyon-est, l'une des trois nouvelles circonscriptions du Rhône, Jean Poperen arrive en tête avec près de 400 voix d'avance sur Jean Capievic, candidat du P.c. Le candidat de l'U.d.r., Etienne Coex, ne se faisait d'ailleurs,

semble-t-il, aucune illusion à la veille du premier tour. Et le maintien du centriste Fenech peut permettre à Lucien Durand une victoire socialiste sur l'U.d.r. sortant Guillermin.

Dans la Drôme, Fillioud gagne, à Romans, plus de 7 000 voix par rapport à son score de 1967. Il est bien placé pour reprendre le siège qu'il avait conquis en 1967 et perdu en 1968 au profit de Gérard Sibeud, l'U.d.r. gravement mis en cause par les révélations de Gabriel Aranda.

Dans la 3e circonscription de la Savoie, à Chambéry, Jean-Pierre Cot a obtenu dimanche 15 486 voix. Ce qui n'est pas une mince chose, lorsqu'on se souvient qu'en 1967, alors qu'il n'y avait pas de candidat F.g.d.s., celui du P.s.u. n'avait recueilli que 5 400 voix. Avec ce chiffre, Jean-Pierre Cot arrive en 2e position derrière le député-maire U.d.r. de Chambéry, Pierre Dumas.

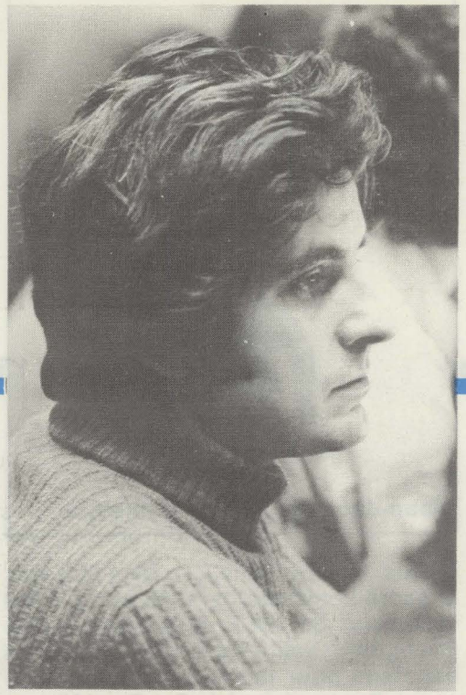
Dans l'Isère, enfin, Mermaz à Vienne récupère son électorat de 1967 et paraît en mesure de reprendre son siège. A Grenoble, Hubert Dubedout, qui avait dans sa campagne un argument de poids, 8 ans de gestion municipale rigoureuse, a de très bonnes chances pour dimanche prochain.

Ces exemples démontrent que, dans la région Rhône-Alpes, la progression du P.s. est nette : 50 000 voix de plus qu'en 1967. Les électeurs de cette région, il est vrai, avaient sous les yeux des exemples vivants de ce que ce régime a de pire : à Lyon, Edouard Charret, député U.d.r., compromis dans l'affaire des bordels ; à Romans, Gérard Sibeud, dans la vallée du Gier, André Chazalon, député C.d.p. inculpé dans l'affaire des fausses factures de Lyon. Trois députés soupçonnés dans des scandales. Une région qui glisse à gauche. Ceci sans doute explique un peu cela.

Bourgogne : Trop de brumes encore

Situation brumeuse en Bourgogne où en 1968, sur 15 députés, 11 U.d.r. avaient été élus ; la gauche conservait seulement 4 des 12 sièges qu'elle avait conquis en 1967.

Ici, le P.s. a obtenu dimanche des résultats inégaux. Un département surtout a déçu : celui de la Saône-et-Loire, où les socialistes ont perdu 17 000 voix. En revanche, la Côte-d'Or a surpris. Le département de Robert Poujade et des



Jean-Pierre Chevènement.

C.d.r. anti-Edgar Faure a vu surgir 8 000 nouvelles voix socialistes, la majorité d'entre elles (5 000) venant d'ailleurs de la circonscription même du ministre de l'Environnement.

Dans la Nièvre, François Mitterrand, le Dr Daniel Benoist, maire de Nevers et Jacques Huygues des Etages, à Cosne, sont assurés de leur réélection pour les deux premiers, de leur élection pour le troisième qui a réussi à devancer le candidat communiste.

Dans la Saône-et-Loire, Paul Duraffour, à Digoin-Charolles, est assuré de conserver son siège. Quant à Pierre Joxe, il est arrivé à Chalon-sur-Saône en première position avec 1 600 voix d'avance sur son suivant immédiat, le candidat U.d.r. Bernard Tremeau.

La situation, à la veille du second tour, est compliquée à Chalon-sur-Saône, mais grâce à son travail assidu de plusieurs mois, Pierre Joxe peut reprendre dimanche le siège enlevé en 1967 par le maire socialiste de Chalon, Roger Lagrange.

Franche-Comté : Ministres en baisse

Là encore, la poussée du P.s. est manifeste. Si l'électorat socialiste se rétrécit quelque peu à Lure (Haute-Saône) et stagne à Vesoul (Haute-Saône), il progresse légèrement à Pontarlier (Doubs). Et partout ailleurs les chiffres sont éloquents : les candidats socialistes gagnent 7 000 voix à Besançon (Doubs), 6 000 à Montbéliard (Doubs), 4 500 à Lons-le-Saunier (Jura) et plus de 8 000 à Dôle (Jura). Ainsi la victoire d'André Boulloche à Montbéliard ne fait aucun doute et trois autres sièges peuvent être espérés par l'U.g.s.d. (Marc Roussel à Lure, René Colin à Lons-le-Saunier, Victor Magnin à Vesoul).

Le P.c. confirmant ou améliorant ses scores, ce renforcement de la gauche s'effectue au détriment de l'U.r.p. : les amis de Georges Pompidou perdent 6 000 voix à Lons-le-Saunier, 7 000 voix à Besançon et 10 000 voix à Vesoul. Le ministre Edgar Faure est certes réélu, mais perd 7 500 voix. L'autre ministre du coin, Georges Duhamel, est mis en ballottage alors qu'il est, cette fois, candidat unique de la majorité — en 1968 l'U.d.r. Grosmann s'était également présenté au 1er tour.

La gauche monte, les ministres de Pompidou baissent.

Alsace : Les hirondelles sont de retour

Pour une surprise, ce fut une belle surprise que les résultats de « l'extrême-Est » de la France. D'abord, avec la belle option sur la victoire prise à Belfort par Jean-Pierre Chevènement et par le jeune avocat Raymond Forni, tous deux en tête du ballottage. Ce dernier s'apprête à renvoyer à ses études l'ancien ministre U.d.r. Jean Bailly. Quant à l'animateur du Ceres, son score est tel qu'il dépasse même celui de Michel Dreyfus-Schmidt lorsqu'il avait été élu ici en 1967 !

Mais les socialistes font également une remarquable percée en Alsace — cela confirme l'étude parue dans l'avant-dernier numéro de « l'Unité » — parallèle à une chute libre de la majorité, et qui appelle quatre remarques.

1) Cette percée est à peu près systématique — 11 des 13 circonscriptions du Bas-Rhin et du Haut-Rhin — et massive : dans 6 circonscriptions, le P.s. double purement et simplement son potentiel de voix antérieur. Et, dans deux autres, il fait encore mieux : deux fois et demie le total F.g.d.s. de 1968 à Strasbourg - campagne (11 300 voix à Ernest Stoeckle) et score triplé par Joseph Schoepff à Sélestat.

2) Dans les 13 circonscriptions, sauf Molsheim, les socialistes sont arrivés — souvent largement — en tête des candidats de gauche. Ce qui permet à plusieurs d'entre eux (cinq) de tenter leur chance au second tour, souvent face à des sortants de la majorité qui connaissent pour la première fois l'amertume de la mise en ballottage — comme le ministre André Bord à Strasbourg, surpris dimanche par les 16 000 voix de gauche (dont 8 000 au socialiste Jean Oehler) qui pèseront lourd dans le 2e tour, triangulaire.

→

SPECIAL ELECTIONS

Une irrésistible progression



Jean-Jacques Servan-Schreiber.

3) Cette progression socialiste permet à la gauche de faire un total nettement meilleur que les « réformateurs » à Strasbourg est-ouest et à Mulhouse-campagne ; à Guebwiller, où se déroulera une « triangulaire » dimanche, c'est même le socialiste seul — le mineur Etienne Bannwarth — que ses voix ont placé devant les centristes ! Dans une région comme l'Alsace, c'est un événement.

4) Qui plus est, c'est un électorat neuf qui, en première analyse, a voté socialiste en Alsace. Le dynamisme et la jeunesse des candidats du P.s. — tous moins de 50 ans — ont attiré un électorat laborieux et souvent — grâce au relais de militants C.f.d.t. — d'origine chrétienne. Encore un fait nouveau très prometteur.

Certes, dans cette Alsace qui reste marquée par un passé M.r.p. et archi-gaulliste, tout cela ne suffira pas encore dimanche à enlever beaucoup de sièges. Mais, faute de cigognes, les hirondelles sont de retour, comme dirait la chanson. Celles qui, plus tard, peuvent faire le printemps.

Lorraine et Champagne : Galley ne répond plus

En Lorraine, le P.s. progresse partout. En Meurthe-et-Moselle — où Jean-Jacques Servan-Schreiber a bien des problèmes — et en Moselle, il retrouve généralement ses positions de 1967, les améliorant même parfois. Ainsi, à Nancy-ouest (Meurthe-et-Moselle), le socialiste Gérard Cureau, adjoint au maire, gagne 5 000 voix par rapport à 1968 et 6 500 par rapport à 1967. Dans le bassin minier, les candidats du P.c., représentant au 2e tour la gauche unie, emporteront à Longwy le siège occupé par l'ex-ministre Trorial — qui a préféré se faire battre à Paris — mais aussi ceux de Briey et de Thionville-est. Que, dans les deux circonscriptions messines, le second tour soit triangulaire donne toutes leurs chances aux socialistes Jean Laurain et Reiland.

Dans la Meuse, les candidats socialistes peuvent « tomber » deux notables de la majorité. A Bar-le-Duc-Commercy, c'est Louis Jacquinot, ancien ministre U.d.r., député depuis 1932, que devrait éliminer Jean Bernard, maire de Bar-le-Duc. Celui-ci améliore de 4 000 voix le score socialiste de 1968 et de 7 500 voix celui de 1967. A Verdun, André Beauguitte, maire de la ville, est mis en ballotage pour la première fois par le conseiller municipal du P.s. René Vigneron, qui double le nombre des suffrages socialistes entre 1968 et 1973 : 5 342 contre 11 229. Arrivé devant le candidat communiste, contrairement à ce qui se passe habituellement, il peut battre Beauguitte grâce aux voix centristes. Dans les Vosges, le maire-adjoint d'Epinal, Pierre Blanck (P.s.), peut espérer l'emporter sur le sortant U.d.r. Hoffer. A Saint-Dié, enfin, le maire socialiste, Pierre Noel, gagnant 3 500 voix sur 1968 et 1967, devrait battre le cacique U.d.r. Maurice Lemaire qui, lui, perd 2 000 voix.

Dans les Ardennes, Jean-François Dromby, maire-adjoint de Sedan, peut être le deuxième député socialiste du département avec André Lebon, qui sera facilement réélu à Charleville. Dromby peut, en effet, l'emporter sur le député sortant U.d.r. Sourdille à Sedan.

Dans l'Aube, le P.s. gagne 7 000 voix. Maurice Camuset (P.c.) profitera sans doute des progrès de la gauche unie pour battre Paul Granet, bras droit d'Edgar Faure à Troyes-Nogent-sur-Seine. Les voix de la gauche permettront aussi à l'ancien député socialiste Bernard Pieds (P.s.) de battre le ministre Robert Galley, déjà en ballottage défavorable à Troyes-Bar-sur-Seine.

Pas-de-Calais : Le P.s. reprend la tête

Le Pas-de-Calais : un bassin minier qui se meurt ; des zones rurales de grande culture ; les plus grands ports de pêche français ; une bataille ancienne du mouvement ouvrier contre un patronat féodal et une droite ultra.

En 1968, cette droite avait pris une vieille revanche. Au premier tour, l'U.d.r. obtenait 240 529 suffrages, arrachant la première place aux socialistes, qui perdaient près de 40 000 voix. De son côté, le P.c. reculait de 12 000 voix. Au second tour, la majorité enlevait 7 sièges sur les 14 à pourvoir, les socialistes conservant 5 élus et les communistes 2.

L'heure de la revanche a sonné. Les socialistes ont retrouvé leur situation de première force du département et les communistes ont fait un bond en avant, qui les a même conduits, dans deux circonscriptions (Boulogne-Sud et Carvin), à dépasser le candidat socialiste. Mais la fédération socialiste du Pas-de-Calais et son électorat savent ce qu'est la discipline de la gauche.

Elle peut déjà s'enorgueillir d'un premier succès : le seul élu socialiste au premier tour lui appartient. André Delelis, maire de Lens, l'a en effet emporté haut la main, avec 20 380 suffrages et un gain de 5 000 voix sur les élections précédentes. L'U.r.p. retrouve à peine la moitié de ses suffrages de 1968...

Pour le second tour, plusieurs sortants sont assurés de leur réélection. A Arras, Guy Mollet est en tête du ballottage, avec un score jamais atteint : 17 699 voix contre 13 685 en 1968 et 16 447 en 1967. Francis Jacquemont, parachuté par la majorité pour abattre l'ex-secrétaire général de la S.f.i.o., subit, après son désastre aux municipales, un deuxième échec et perd plus de 4 000 voix sur 1968. A Liévin, Henri Darras, avec 20 769 voix, en gagne 3 000 sur la précédente consultation et dépasse son score de 1967.

D'autres circonscriptions seront sans doute gagnées sur la droite. Les communistes peuvent espérer prendre celle de Béthune, à la suite de l'effondrement du député sortant, l'U.d.r. Henri Dupont-Fauville, et d'un gain de 4 000 voix du candidat socialiste Jacques Mellick, arrivé derrière leur candidat, l'ancien député Edouard Carlier. Ils peuvent également tenter sérieusement leur chance à Bapaume, où les électeurs réformateurs feront la décision. D'autre part, ils garderont les circonscriptions de Bruay et de Cambrin, où leurs sortants sont en ballottage favorable.

Les socialistes sont à peu près assurés du siège de Boulogne-Sud, où Louis Le Sénéchal obtient 17 083 suffrages — une progression de 2 000 voix sur 1968 — et où le total des suffrages de la gauche dépasse celui de tous les autres candidats. Même situation à Saint-Omer pour Roland Huguet, qui obtient 17 887 voix et doit battre l'U.d.r. Benjamin Catry.

Restent deux circonscriptions litigieuses. A Calais, le communiste Jean-

Jacques Barthe, à la tête d'une liste d'Union démocratique, avait enlevé à l'U.d.r. la mairie, tenue par Jacques Vendroux, le beau-frère du général de Gaulle. Ce dernier ne se représentait pas et a été remplacé par Jean-Louis Debré, le fils du ministre de la Défense nationale, qui est précédé par son rival communiste de près de 5 000 voix. Le total des voix de gauche dépasse celui des voix de droite, mais il reste à craindre un redressement traditionaliste. Enfin à Montreuil, Bertrand Akar, radical de gauche, talonne le sortant U.d.r. (700 voix de différence). Mais un modéré, le maire du Touquet, Léonce Deprez, a obtenu 10 492 voix et le « réformateur » 4 685, alors que le communiste n'apporte que 7 365 suffrages. En 1967, Akar n'avait été battu au second tour que de 756 voix, ce qui souligne le caractère serré du scrutin.

Une possibilité donc : plus un élu de droite dans le Pas-de-Calais. Belle espérance pour la gauche !

Nord: Quatre fois en tête

Dans le Nord, la dégringolade de la majorité, qui affecte des positions aussi ancrées que celle de Maurice Schumann — en ballotage très difficile — profite aux deux partis de l'Union de la gauche.

Le P.c. affirme son emprise sur le bassin minier (Douai, Cambrai, Le Cateau, Denain), où il arrive en tête 7 fois et en tête de la gauche, 2 fois.

Quant au Parti socialiste, il réalise de très bons scores à Lille même, à Roubaix, à Tourcoing, à Dunkerque, etc., en arrivant en tête du ballotage quatre fois — avec Pierre Mauroy, Arthur Notebart, André Desmulliez, Albert Denvers — et en tête de la gauche dix fois.

Dans la 2e circonscription de Lille, Mauroy arrive en tête et gagne 2 500 voix par rapport au total de Rachel Lempereur en 1967, tandis que le sortant U.d.r. Hubert Rochet s'effondre, en perdant 50 % de ses suffrages. Claude Catesson, « réformateur », dont la manœuvre contre Mauroy au sein du conseil municipal de Lille a fait long feu, n'a pas réussi sa percée et en est pour ses frais. Mauroy est donc très bien placé pour gagner son pari dimanche en rendant le siège de Roger Salengro à la gauche.

Dans la circonscription voisine, Pierre Billecocq, secrétaire d'Etat à la Coopération, qui avait pourtant bien pris garde



Pierre Mauroy.

de quitter le voisinage trop dangereux de Mauroy, ne semble pas avoir trouvé là le siège de tout repos de ses rêves. En effet, il est très menacé par Gérard Thieffry, socialiste et militant catholique, qui réalise un très bon score et peut mordre dimanche prochain sur l'électorat réformateur.

Arthur Cornette (Lille 4e) reprendra certainement son siège (Herbaux le réformateur se désiste en sa faveur) ainsi qu'André Laurent à Seclin et Charles Naveau à Avesnes.

Le Parti socialiste a également de bonnes chances à Roubaix, où André Desmulliez — qui gagne plus de 3 000 voix — peut battre le sortant Joseph Frys. Toujours à Roubaix (8e), Léonce Clérambeaux a — grâce au maintien du « réformateur » Bossut — de fortes chances contre le sortant U.d.r. Pierre Herman. Enfin, dans la 13e circonscription, le maire d'Hazebrouck, Armand Maurisse, peut battre l'U.d.r. sortant Auguste Damette.

Il est intéressant de noter que la progression de la gauche s'accompagne d'une apparition de l'extrême gauche dans tout le département (Lutte ouvrière, notamment au détriment du P.s.u.).

Picardie: Huit sur dix?

Dans l'Aisne, la progression de l'ensemble de la gauche est telle que quatre sièges sur cinq devraient lui revenir — la 5e étant celle du « réformateur » André Rossi, où le socialiste Antoine-François Donsimoni a « créé » un électorat de 8 500 voix là où aucun F.g.d.s. ne s'était présenté en 1967 et 1968.

A Laon, le socialiste Robert Aumont — qui double les suffrages de 1968 — menace directement Guy Sabatier, U.d.r. sortant.

A Saint-Quentin, Daniel Lemeur (P.c.) devrait battre le sortant U.d.r., Edmond Bricout.

A Vervins, Maurice Brugnon, député sortant socialiste, qui avait bénéficié en 1967 d'un désistement préférentiel du P.c., améliore nettement ses positions et confirme ainsi son implantation.

Enfin, à La Fère, le sortant U.d.r., Albert Catalifaud, devrait être battu par le communiste Roland Renard.

Dans la Somme, de même, la majorité enregistre un recul spectaculaire.

A Amiens, René Lamps, communiste, sera réélu sans problème. Trois autres sièges peuvent être gagnés par le P.c. A Montdidier, Claude Lemoine a une chance de l'emporter sur l'U.d.r. Jean-Louis Massoubre, en raison du très bon score du socialiste Jacques Fleury, qui gagne plus de 2 000 voix. A Ault, Charles Bignon sera battu par le communiste Michel Couillet. Enfin, à Péronne, André Audinot (U.d.r.) est mal parti et peut être battu par Jean Goubet (P.c.)

Normandie: Mieux qu'un galop d'essai

En Normandie, les socialistes ont fait le trou.

A Caen, dans le Calvados, Louis Mexandeau gagne ainsi 11 000 voix sur ses voix de 1968 et 8 000 sur 1967, se trouvant ainsi en bonne position pour le second tour.

A Lisieux, Henri Delisle, maire de Mézidon, améliore son score de 1968 de 7 500 voix. Même à Pont-Lévêque, fief du giscardien Michel d'Ornano, maire de Deauville, le socialiste Joël Picard gagne 4 000 voix.

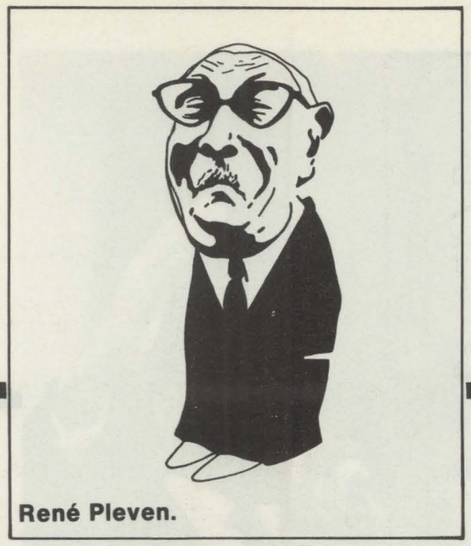
Le trot d'essai de la gauche dans l'Orne, patrie du cheval et des haras, crée la véritable surprise dans ce département réputé impavide. L'U.d.r. perd plus de 12 000 voix à Alençon, où le socialiste Claude Devinant en gagne 2 500 sur 1968. Le total de la gauche unie peut permettre l'élimination de l'U.d.r. Daniel Goulet, qui briguait la succession de Louis Terrenoire. Là, comme souvent, le « réformateur » arbitrera.

A Argentan, Pierre Pavis a, en véritable crack, triplé les voix socialistes de 1968 et peut faire galoper l'U.d.r. Emile Halbout.

Dans la Manche, également, le P.s. obtient d'excellents résultats. A Cher-

→

Une irrésistible progression



René Pleven.

bourg, en particulier, après la mort de René Schmitt, en 1966, l'U.d.r. avait enlevé la circonscription. En espérant la garder. Pourtant, dès le mois de décembre, le député sortant avait jugé plus prudent de se retirer. Un de ses adjoints, Charles Dumoncel (C.d.p.), l'a remplacé. Sans plus de succès. Dès le premier tour, Louis Darinot obtenait 15 048 voix. Gagnant 9 838 voix sur 1968, 4 020 sur 1967.

Dimanche il sera candidat unique de la gauche. Pour être élu.

Bretagne : Surprise à l'Ouest

A l'ouest, du nouveau : le mécontentement qui enfle en Bretagne depuis plusieurs années s'est manifesté, dimanche, dans les bulletins de vote. Et dans cette place forte de la majorité, où des députés comme Raymond Marcellin ou Gabriel de Poulpiquet avaient l'habitude de passer au 1er tour avec plus de 80 % des suffrages, l'U.d.r. se sent, pour la première fois, menacée. Elle perd des voix et, pis encore, les perd non au profit des réformateurs, mais au profit du Parti socialiste. Ce qui ne veut pas dire que la région tout entière a basculé à gauche. Mais les chiffres de dimanche dernier sont éloquents.

En 1968, les quatre départements bretons (Morbihan, Finistère, Ille-et-Vilaine et Côtes-du-Nord) élisent 25 députés : 24 appartiennent à la majorité, 1 au centre. Les deux députés de gauche, Yves Le Foll (P.s.u.) à Saint-Brieuc et Yves Allainmat (socialiste, maire de la ville) à Lorient perdent leur siège. Forts de ces résultats, les députés de la majorité se laissent aller à l'optimisme et oublient un peu les problèmes de la région : chômage, isolement, infrastructures insuffisantes, exode des jeunes, dépeuplement des campagnes, tout cela ne cesse de croître et d'embellir. Résultat : trois députés de la majorité devront, dimanche prochain, laisser leur siège à un socialiste : Marie Jacq à Morlaix, Allainmat à Lorient et Louis Le Pensec à Quimperlé ; trois autres risquent d'être distancés par un candidat de gauche, et, à Saint-Brieuc, Yves Le Foll va reprendre le siège que lui a enlevé la « grande peur » de 1968.

Et, partout, le même phénomène se produit : dans de nombreuses circonscriptions, les socialistes font un bond en avant — surtout dans le Finistère et les Côtes-du-Nord — tandis que la majorité perd un nombre considérable de voix. Les ténors de la majorité en font, dans leurs fiefs, la triste expérience : Gabriel de Poulpiquet perd 17 % de ses voix de 1967, l'abbé Laudrin 21 % et René Pléven 8 %.

Par contre, les exemples ne manquent pas qui montrent que, dans ce fief de la majorité, les socialistes ont réussi leur percée. A Lorient, Allainmat, améliore son score de 1967 de 7 700 voix. A Quimpercée. A Lorient, Allainmat améliore voix. A Brest, où se présente Francis Le Blé, on enregistre 7 200 nouvelles voix socialistes. A Dinan, Charles Josselin met en ballottage René Pléven, qui avait été élu au premier tour en 1967 et en 1968, et recueille 15 000 nouvelles voix. Et si Raymond Marcellin a été élu au premier tour à Vannes, il a tout de même perdu 1 500 voix, tandis que le Parti socialiste en gagnait 7 500.

D'où viennent ces voix socialistes ? Quelquefois du P.s.u., plus rarement du P.c,, mais parfois aussi, peut-être, des « réformateurs », ou même de la majorité.

Ainsi à Morlaix, où Marie Jacq gagne 11 000 voix pour le Parti socialiste, le P.c. en perd 1 000, le P.s.u. 7 000 et les « réformateurs » 5 000. Il semble donc qu'en Bretagne, beaucoup d'électeurs, las peut-être de la « trahison des notables », aient renoncé à voter pour la majorité, sans pour cela apporter leur confiance aux « réformateurs ».

Quoi qu'il en soit, 90 000 Bretons ont voté dimanche dernier, pour la première fois, pour les socialistes. C'est, pour la majorité, une surprise de taille. Et un sérieux avertissement.

Pays de Loire : Même en Vendée

Les pays de Loire n'ont pas échappé à la poussée socialiste. Les chiffres de dimanche dernier le montrent clairement. Dans cette région où les 36 députés élus en 1968 appartenaient tous à la majorité sauf un — le socialiste Georges Carpentier à Saint-Nazaire — la désillusion est grande pour certains. Deux députés sont déjà sûrs de perdre leur siège au profit des candidats de gauche Michel Crépeau, radical de gauche, à La Rochelle, et le communiste Manceau au Mans. Et dans 30 circonscriptions sur 36, le P.s. a enregistré un progrès très net. En tout, il compte, pour la région, 100 000 voix nouvelles. Certains exemples sont éloquents : un département pourtant nettement conservateur, la Vendée, enregistre dans ses quatre circonscriptions une percée du Parti socialiste ; au total, 10 000 nouvelles voix.

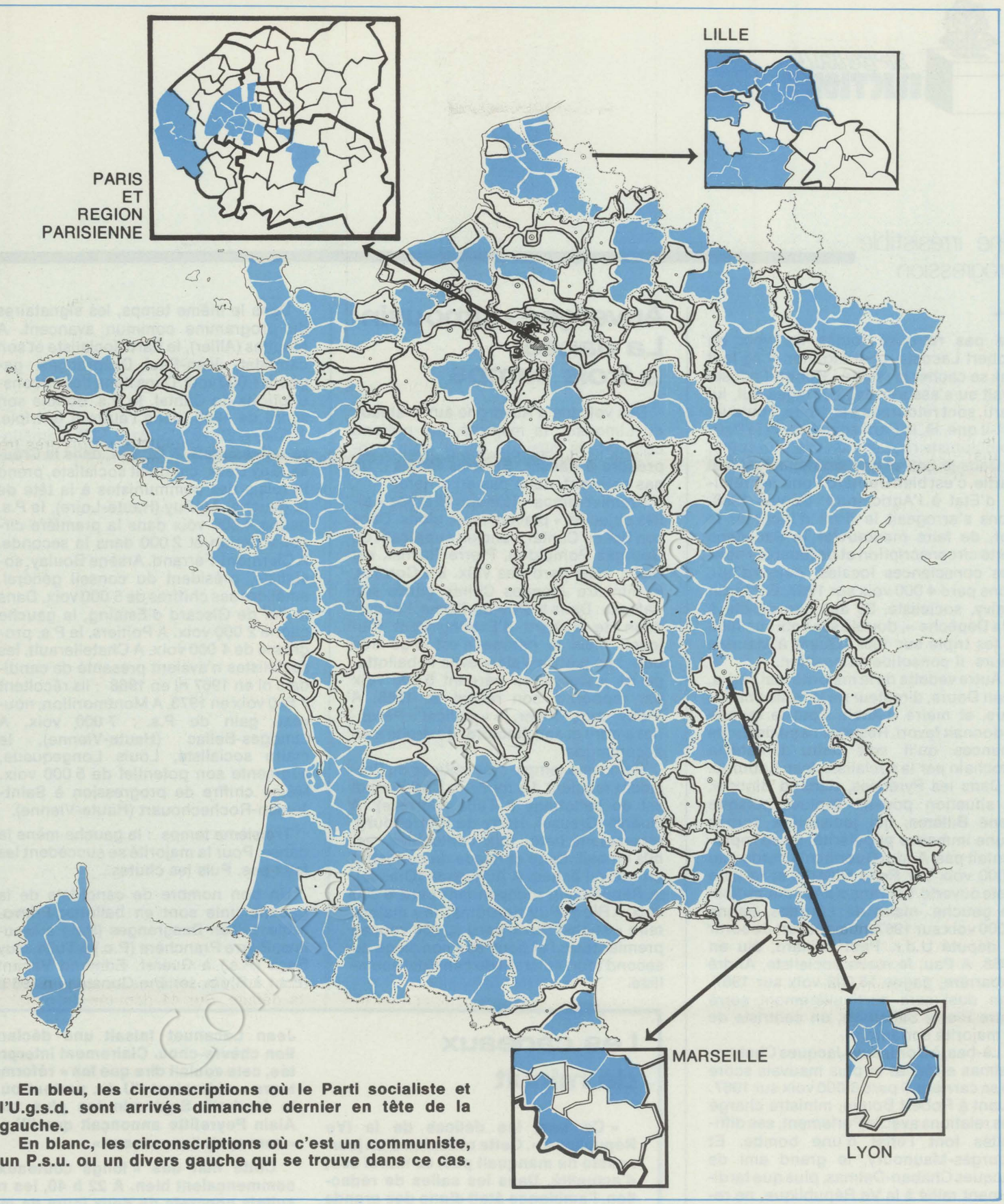
A Laval, le socialiste Robert Buron gagne 11 000 voix. Au Mans, le Parti socialiste gagne plus de 4 000 voix ; à Saint-Nazaire, plus de 3 000. Un peu partout, on constate le même phénomène. Dans le Maine-et-Loire, pour la première fois depuis 1958, aucun député n'est élu au 1er tour et la gauche recueille 26,7 % des suffrages au lieu de 25,4 % en 1967.

Midi-Aquitaine : L'heure de la reconquête

Longtemps presque seul en France, le pays d'oc a bravement résisté au gaullisme. Vague après vague, l'U.n.r. ou l'U.d.r. voyaient leurs ambitions et leurs calculs s'y briser. Puis il y eut juin 1968 : la défaite. Sur 44 députés de gauche, 20 seulement en réchappaient. Enfin, avec les élections municipales, Louis Bazerque perdait la mairie de Toulouse. Pour la première fois depuis 1919, la droite rentrait par la grande porte au Capitole.

Alors, la gauche s'est rénovée, elle est repartie à la conquête de cette région, sachant que le combat serait dur, que l'esprit devait être différent. Et pour ces grandes manœuvres, la majorité découvrait l'art du camouflage. Pierre Baudis, maire Républicain indépendant de Toulouse, prenait bien soin de faire oublier le soutien U.d.r. A Carcassonne, Vitalis Gros se présentait comme candidat non inscrit et jouait au socialiste de salon. Mais les chiffres sont là : la gauche a presque intégralement retrouvé ses positions.

Il y a d'abord les citadelles de la gauche, qui ont toujours tenu malgré



En bleu, les circonscriptions où le Parti socialiste et l'U.g.s.d. sont arrivés dimanche dernier en tête de la gauche.

En blanc, les circonscriptions où c'est un communiste, un P.s.u. ou un divers gauche qui se trouve dans ce cas.

juin 1968. Dans l'Ariège, Gilbert Faure et André Saint-Paul, les deux sortants socialistes, améliorent le score du parti sur 1967 et 1968. Quant à la majorité, elle perd, bien entendu.

A l'annonce du résultat du premier tour, Alain Savary peut être satisfait. Sa campagne toulousaine, il l'a menée sans l'ombre d'une démagogie. Devant un électorat souvent difficile, il a parlé économie, programme commun, régionalisation. Résultat : il réalise un bon score qui devrait lui permettre de « sortir » enfin Alexandre Sanguinetti. Dans la Haute-Garonne, comme dans cette ville rose où le socialisme avait souvent mis trop d'eau dans son vin, la bataille sera serrée. Mais, partout, les candidats socialistes sont bien placés. Ils ont fait le plein de voix de 1967. Et dans la 4e circonscription, celle où Jean Darde ne se représente pas, Alex Raymond, le maire de Colommiers, améliore de 10 000 voix le score par rapport à 1967 et 1968. Qui dit mieux ?

Et puis il y a ce département, la Dordogne, où la majorité de 1968 avait conquis trois sièges. Ce n'était pas rien. Aujourd'hui, seul Yves Guéna semble sûr de garder le sien. Vue de Paris, la défaite relative du socialiste Gérard Jaquet, qui

→

Une irrésistible progression

→

n'a pas retrouvé toutes les voix de Robert Lacoste, peut étonner. Il ne faut pas se cacher la réalité : Robert Lacoste avait su s'assurer des suffrages qui, lui parti, sont retournés à la droite. Toujours est-il que, là, le Parti socialiste et le Parti communiste réalisent un très bon score.

Dans le Lot, si une éminence est mal partie, c'est bien Bernard Pons, secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Depuis 1968, Pons s'arrogeait le droit d'incarner le Lot, de faire manœuvrer le Sac dans cette circonscription et de jouer les bonnes consciences locales. Aujourd'hui, Pons perd 4 000 voix sur 1967. Et Martin Malvy, socialiste, 36 ans, journaliste à « la Dépêche », double ses voix sur 1968 et les triple sur 1967. Quant à Maurice Faure, il consolide sa position.

Autre vedette de la majorité mal partie, Jean Dours, directeur de la Police nationale, et maire d'Auch. Tout le monde le donnait favori. Résultat : il y a de fortes chances qu'il soit battu dimanche prochain par le socialiste Jean Laborde.

Dans les Pyrénées, dans la Bigorre, la situation pouvait évoluer puisque René Billères, qui jouissait à Tarbes d'une immense popularité, ne se représentait pas. André Guerlin n'a perdu que 3 000 voix sur René Billères et la lutte reste ouverte. Et François Abadie, radical de gauche, maire de Lourdes, gagne 6 000 voix sur 1967 et risque fort de sortir le député U.d.r. Paul Thillard, élu en 1968. A Pau, le maire socialiste, André Labarrère, gagne 15 000 voix sur 1967. Son duel sera particulièrement serré entre Pierre Sallenave, un centriste de la majorité sortante.

Là-bas, à Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas a réalisé le plus mauvais score de sa carrière. Il perd 3 000 voix sur 1967. Quant à Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, ses difficultés font l'effet d'une bombe. Et Bourgès-Maunoury, le grand ami de Jacques Chaban-Delmas, plus que tardivement rallié à la Ve République, ne recueille que 16 000 voix, soit 4 000 de moins que la majorité en 1967. Par contre, Henri Lavielle, le socialiste sortant de Dax, améliore son score de 1967 de 4 800 voix.

Ainsi va le socialisme dans le Sud-Ouest. Un vrai socialisme qui a réussi à reconquérir ses positions, si ce n'est à les améliorer. Ce n'est déjà pas si mal. Surtout si l'on pense que nombreux étaient ceux qui pensaient que l'unité de la gauche jouerait contre le P.s.

Auvergne - Limousin : La danse à trois temps

Des volcans d'Auvergne aux plateaux du Limousin, la majorité, qui prétend connaître la musique, est en train d'apprendre à danser. En trois temps : un pas en avant, deux pas en arrière.

Premier temps : la majorité et ses « alliés objectifs » placent leurs pions. Dans son fief du Cantal, l'ancien suppléant de Georges Pompidou, Pierre Raynal, est réélu, mais perd des voix. En Corrèze, le ministre Jacques Chirac garde son château. Dans le Puy-de-Dôme, l'accordéon de Giscard d'Estaing tient toujours, mais le rythme n'est plus très bon : ce pauvre Valéry évite le ballottage de justesse, en perdant 5 000 voix par rapport à son récital de 1968. A Vichy, dans l'Allier, le « radical » Péronnet a trahi et son électorat de droite s'en accommode.

Deuxième temps : les troupes du Président reculent. Le ministre Charbonnel est en ballottage à Tulle (Corrèze). A Guéret (Creuse), Harty de Pierrebourg, récemment battu aux cantonales, est mis en ballottage et risque de connaître un nouvel échec. A Aubusson (Creuse), le Républicain indépendant perd 6 000 voix. A Riom (Puy-de-Dôme), le « majoritaire » Michel Duval perd 10 000 voix au premier tour... et peut-être son siège au second tour, au profit du candidat socialiste.

Dans le même temps, les signataires du programme commun avancent. A Moulins (Allier), le Parti socialiste et son candidat, Jean-Paul Desgranges, gagnent 4 000 voix. Dans l'une des circonscriptions du Cantal, le P.s. double son score de 1968, dans l'autre il le triple. A Tulle et Brive (Corrèze), le P.c. améliore ses résultats. A Guéret, dans la Creuse, Guy Beck, candidat socialiste, prend le relais des communistes à la tête de la gauche. Au Puy (Haute-Loire), le P.s. gagne 4 000 voix dans la première circonscription et 2 000 dans la seconde. A Clermont-Ferrand, Arsène Boulay, socialiste, président du conseil général, améliore ses chiffres de 5 000 voix. Dans le fief de Giscard d'Estaing, la gauche gagne 2 000 voix. A Poitiers, le P.s. progresse de 4 000 voix. A Chatellerault, les socialistes n'avaient présenté de candidats ni en 1967 ni en 1968 : ils récoltent 7 500 voix en 1973. A Montmorillon, nouveau gain du P.s. : 7 000 voix. A Limoges-Bellac (Haute-Vienne), le maire socialiste, Louis Longequeue, augmente son potentiel de 5 000 voix. Même chiffre de progression à Saint-Junien-Rochechouart (Haute-Vienne).

Troisième temps : la gauche mène la danse. Pour la majorité se succèdent les faux pas. Puis les chutes...

Un bon nombre de candidats de la gauche unie sont en ballottage favorable : Jean Desgranges (P.c.) à Moulins, Pierre Pranchère (P.c.) à Tulle, Guy Beck (P.s.) à Guéret, Edmond Vacant (P.s.) à Riom, Hélène Constans (P.c.) à

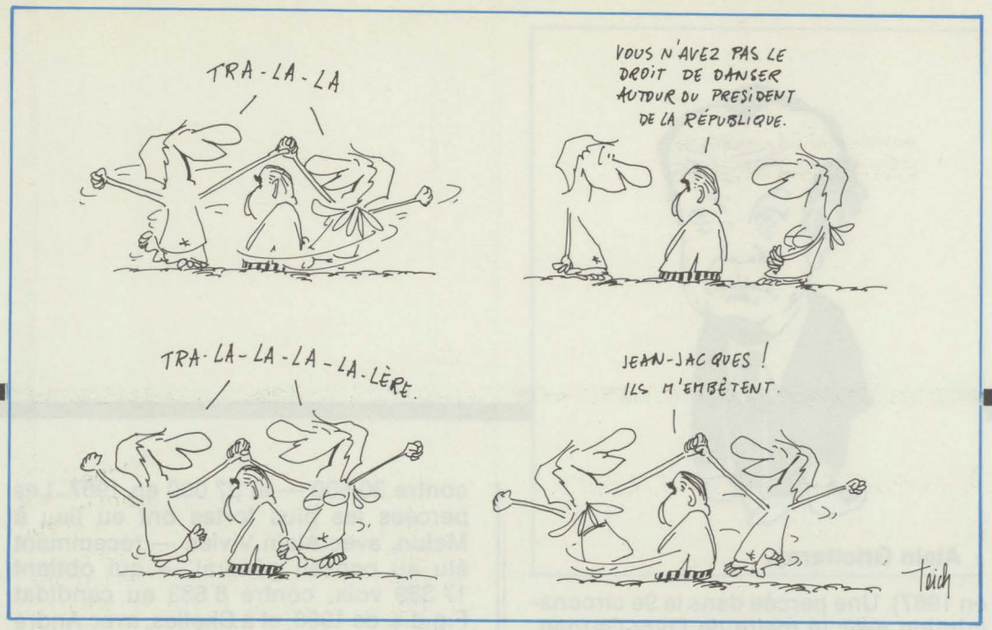
Les cadeaux de minuit

« Ce sont les délices de la IVe République ». Cette réflexion d'un journaliste ne manquait pas, ce mardi soir, d'actualité. Dans les salles de rédaction, l'ambiance était digne des grands jours de crise politique. Au siège du Mouvement « réformateur », les cendriers se remplissaient, les coups de téléphone se succédaient et les télégrammes fusaient. Le Bureau exécutif de l'U.d.r. se réunissait, mais se refusait à la sortie à tout commentaire.

Toutes les cinq minutes, les radios faisaient le point. R.t.l. organisait une « soirée spéciale désistements ». A 20 h, Jean Lecanuet faisait une déclaration chèvre-chou. Clairement interprétée, cela voulait dire que les « réformateurs » aideraient l'U.d.r. partout où il le faudrait. Sept minutes plus tard, Alain Peyrefitte annonçait que l'U.r.p. « renvoyait l'ascenseur ».

Cette nuit des « longs couteaux » commençaient bien. A 22 h 40, les résultats concrets de deux jours de magouillages électoraux apparaissaient. Une dépêche de l'A.f.p. annonçait qu'à Rouen l'U.d.r. Roger Dusseaux, qui avait obtenu pourtant 12 288 voix dimanche dernier, se retirait. Il n'y avait pourtant ici aucun alibi possible, puisque la gauche ne menaçait pas directement Lecanuet.

Puis le mouvement s'accélérait. A 23 h 45, l'U.d.r. annonçait 11 retraits en



Limoges. Dans tous les cas, seuls les électeurs « réformateurs » peuvent troubler la fête. Mais les élections précédentes prouvent que 20 % d'entre eux connaissent déjà le (bon) rythme de ce troisième temps.

Sur la lancée, d'autres candidats sont assurés d'être élus au second tour : Pierre Villon (P.c. sortant) à Gannat, André Chandernagor (P.s. sortant) à Aubusson, Arsène Boulay (P.s. sortant) à Clermont-Ferrand, Joseph Planeix (P.s. sortant) à Issoire, Fernand Sauzedde (P.s. sortant) à Thiers, Raoul Cartraud (P.s.) à Montmorillon, Marcel Rigout (P.c.) à Saint-Junien-Rochechouart et Louis Longequeue (P.s. sortant) à Limoges-Bellac.

Centre: Huit socialistes "jouent la finale"

Faite de bric et de broc et découpée comme par le caprice d'un haut fonctionnaire éméché — que peut-il y avoir de commun entre un quasi-Normand de Dreux et un Berrichon de La Châtre ?

faveur des « réformateurs ». Max Lejeune, notamment, en profitait ; enfin, il retrouvait sa vraie famille, la droite. Par contre, un autre leader « réformateur », Pierre Abelin, en situation délicate, ne voyait pas l'U.d.r. se retirer.

Jean-Jacques Servan-Schreiber, sur la route de Nancy, était bien entendu introuvable. Des « réformateurs » refusaient de se retirer. L'un d'eux, au micro de R.t.l., disait : « Je suis descendu dans l'arène politique pour combattre l'U.d.r. Je ne changerai pas de camp... Et pourtant j'ai subi toutes les pressions, toutes les promesses ». Dommage que ce candidat n'ait pas précisé lesquelles.

C'est vraiment un joli spectacle que nous ont donné, mardi soir, l'intègre Lecanuet et l'intransigeant Peyrefitte.

— la région Centre ne brille évidemment pas par la cohésion politique. Aussi n'y a-t-on trouvé dimanche soir aucune caractéristique commune à ses six départements, sinon les deux phénomènes qui ont marqué le 1er tour dans toute la France : la dégringolade de la majorité et la poussée des voix socialistes.

Sur la chute de la majorité — l'exception étant fournie ici par le secrétaire d'Etat Xavier Deniau à Montargis, le non-inscrit Jean Royer à Tours et le sans étiquette Pierre Sudreau à Blois... encore s'agit-il, pour ces deux derniers, de gaullistes bien particuliers ! — il serait cruel d'insister : elle est générale et va jusqu'à menacer, au profit de l'Union de la gauche, des « vedettes » gaullistes telles que Raymond Boisdé — pour la première fois en ballottage dans sa ville de Bourges — ou l'ex-préfet de police Maurice Papon (Cher), ou encore le trop fameux François Gerbaud, qui est tout juste en seconde position au ballottage de Châteauroux. Pour une région le plus souvent conservatrice et qui n'a jusqu'à présent qu'un député de gauche sur vingt — le radical de gauche Fernand Berthouin, à Loches — c'est un comble.

La poussée socialiste de dimanche n'en prend donc que plus de relief. Bien sûr, il y avait des signes : le fait que dans le Loiret, par exemple, l'augmentation des effectifs militants du P.s. était passée à 25% par an... Mais, malgré deux déceptions — Charles Hernu (Châteauroux) et Philippe Lamirault (Nogent-le-Rotrou) — les comptes de dimanche soir sont encore plus frappants : il n'y a pas un département du Centre où l'accroissement des voix socialistes ne soit remarquable. Soit par zones, comme à Bourges (+ 6 500 voix), à Blois (+ 5 000 voix, plus du double de 1968) ou à Issoudun (+ 5 000 voix, presque le triple)... Soit pour un département tout entier : ainsi, dans le Loiret (4 sortants, 4 U.d.r.), l'U.g.s.d. monte de 3 000 bulletins à Montargis, se stabilise à Pithiviers, améliore sa position à Orléans-ouest (où notre collaborateur Pierre Thibault gagne 2 300 voix supplémentaires) et double son score à Orléans-est (+ 5 800).

Autre exemple, encore plus spectaculaire, l'Indre-et-Loire, où les socialistes doublent pratiquement leurs voix sur l'ensemble du département : grâce à Paul Lussault à Tours (+ 3 600), au Dr Lelong à Langeais (+ 5 300 voix par rapport à 1968, et deux fois plus que la F.g.d.s. en 1967), au député sortant Berthouin à Loches (+ 200) et au jeune maître-assistant d'université Jean Proveux à Chinon (+ 4 700), entraînant le ballottage de l'U.d.r. sortant — pourtant élu au 1er tour en 1968 !

Une telle récolte devrait apporter de beaux fruits. Dans les 17 circonscriptions restant à pourvoir, l'Union de la gauche est le plus souvent très bien placée pour dimanche prochain : les communistes dans le Cher, dans l'Indre et dans le Loiret, les socialistes dans l'Eure-et-Loir, dans l'Indre-et-Loire et dans le Loir-et-Cher, essentiellement.

Balzac et les "réformateurs"

Citation relevée dans Honoré de Balzac, « Adieu » :

« Allons, député du centre, en avant ! Il s'agit d'aller au pas accéléré si nous voulons être à table en même temps que les autres ! »

(Editions « Les plus beaux contes », tome 31, p. 127).

L'U.g.s.d. « jouera la finale » dans 8 circonscriptions : les socialistes à Chartres (Georges Lemoine, enseignant à la Sorbonne), à Dreux (Maurice Legendre, conseiller général), à Langeais (Lelong), à Chinon (Proveux), à Romorantin (Lucien Gigaud, conseiller général) et à Vendôme (Robert Girond, devenu conseiller général en 1971 en battant aux cantonales, justement, l'actuel député C.d.p.) ; les radicaux de gauche à Orléans-est (Jean Grosbois, maire-adjoint), menaçant sérieusement l'ancien ministre U.d.r. Henri Duvillard, lequel a perdu 5 000 voix, et à Loches, où Berthouin — le « tombeur » de Michel Debré en 1962 — doit conserver son siège face à une énorme coalition de la droite.

C'est déjà de l'histoire ancienne que le quasi-monopole de la majorité sur la région Centre...

→

SPECIAL ELECTIONS

Région parisienne : Les 4 espoirs des 450.000

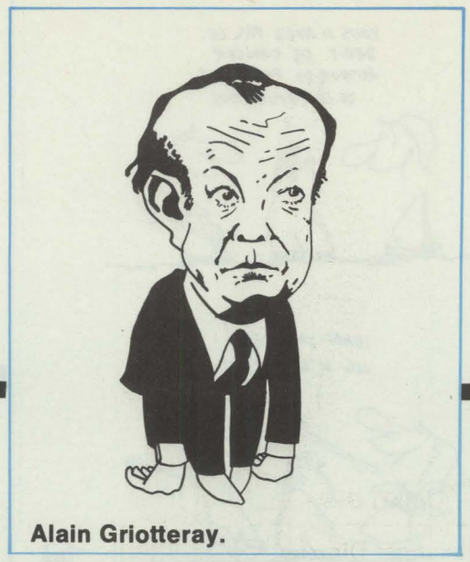
Voulez-vous avoir une idée de la justice du système électoral ? Alors imaginez simplement que 450 000 Français et Françaises ne puissent envisager, au mieux, que quatre députés pour les représenter. C'est ce qui va se produire dans la banlieue parisienne, pour les sept départements constituant, avec celui de Paris, la première région de France.

Ainsi, près d'un demi-million de citoyens attendront le soir du 11 mars pour savoir si quatre socialistes seront présents à l'Assemblée nationale pour exprimer, lorsque ce sera nécessaire, l'opinion de l'électorat socialiste de la banlieue parisienne. On ne peut faire mieux comme exemple de démocratie...

Cependant, les socialistes des départements dits « de la petite couronne » (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) et « de la grande couronne » (Yvelines, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Essonne) ont rempli leur contrat. Il s'agissait, pour eux, de gagner des suffrages pour un parti constamment coincé entre une droite triomphante et un communisme puissant. Les chiffres parlent : 100 000 suffrages de mieux qu'en 1967, 200 000 de plus qu'en 1968. Les socialistes ont presque doublé leurs voix depuis la sombre année de la « grande peur ».

C'est dans la partie est de la région parisienne que la poussée a été la plus forte. Avec, en tête, le département de l'Essonne : près de 27 000 voix en 1967, un peu plus de 16 000 en 1968, 47 500 en 1973. L'apport des populations nouvelles y a permis des percées spectaculaires. Dans la deuxième circonscription, Jean Offredo obtient 12 649 suffrages, alors que la F.g.d.s. ne dépassait pas les 4 000 en 1968. A Longjumeau, Jean Derôme regroupe 17 306 suffrages, alors que le candidat de la F.g.d.s. frôlait les 5 000 il y a cinq ans. Les quatre circonscriptions donnent lieu à des ballotages qui peuvent se conclure tous par les victoires des candidats uniques de la gauche, quatre communistes.

En Seine-Saint-Denis, les socialistes ont doublé leurs suffrages par rapport à 1968 : 80 000 contre 41 000 (et 62 000 en 1967). Une percée dans la 9e circonscription avec le maire de Livry-Gargan, Marcel-Alfred Vincent, qui obtient plus de 18 695 voix, contre 8 736 en 1968 et 13 763 en 1967. A Epinay-sur-Seine — qui fait circonscription avec Saint-Ouen — le maire socialiste, Gilbert Bonnemaison, est pratiquement à égalité dans sa commune avec le député communiste Etienne Fajon. Les deux sièges détenus par l'U.d.r. sont très gravement menacés, en particulier celui de Robert Calmejane (Bondy-Noisy).



Alain Griotteray.

Le Val-de-Marne triple presque les voix socialistes par rapport à 1968 : 72 000 contre 26 500 (et 53 500 en 1967). Des poussées importantes à Choisy-le-Roi. Nogent-sur-Marne, Villejuif et Villeneuve-Saint-Georges. Et la possibilité d'enlever un des quatre sièges socialistes de la banlieue, avec Joseph Franceschi, maire d'Alfortville : celui-ci, avec 13 100 voix, est arrivé avant le communiste Denis, qui en avait obtenu 12 729. Le sortant est le très réactionnaire Griotteray : il obtient presque 23 000 voix, soit 3 000 suffrages de moins que le total socialiste-communiste, auquel devraient s'ajouter les 3 400 suffrages des candidats P.s.u. et Lutte ouvrière et — pourquoi pas ? une partie des 4 300 électeurs réformateurs, soucieux de renvoyer Griotteray.

En Seine-et-Marne — fief de Peyrefitte — les socialistes doublent presque leurs suffrages depuis 1968 : 55 000 voix contre 30 500 — et 37 000 en 1967. Les percées les plus fortes ont eu lieu à Melun, avec Alain Vivien — récemment élu au conseil général — qui obtient 17 389 voix, contre 8 833 au candidat F.g.d.s. de 1968, et à Chelles, avec André Lhomme : 11 767 voix contre 5 397 il y a cinq ans. Alain Vivien est l'un des quatre socialistes de la banlieue qui bénéficient du désistement communiste, soit plus de 15 000 voix sur lesquelles il peut compter dimanche prochain. Ce qui met le candidat socialiste légèrement mieux placé que le député sortant, Marc Jacquet, maire de Melun, ancien ministre et l'une des gloires de l'U.d.r. Si le candidat socialiste peut également espérer récupérer intégralement les 4 500 voix du P.s.u. et de Lutte ouvrière, tout dépendra cependant des 17 389 suffrages recueillis par le candidat « réformateur » qui se maintient. Un autre socialiste « jouera la finale » : à Fontainebleau, le conseiller général Victor Prudhomme, qui a accru son score de 1967, affrontera l'U.d.r. sortant Julia.



Jacques Baumel.

Dans les Hauts-de-Seine, près de 92 000 suffrages se sont regroupés sur les noms des candidats socialistes — contre 49 500 en 1968 et 67 800 en 1967. Avec deux possibilités de succès. A Rueil, en face du député sortant, ancien ministre, président du conseil général, le sémillant Jacques Baumel, le socialiste Jacques Fournier sera le candidat unique de la gauche. Rude bataille, puisqu'il peut compter arithmétiquement sur 19 000 voix, contre 19 632 à son adversaire. Tout dépendra donc, là encore, de l'attitude des 7 500 suffrages réformateurs. Situation identique à Meudon, où Henri Neuville, qui a précédé l'ancien député progressiste des Vosges Chambeiron — soutenu par le P.c. — de 700 voix, aura à affronter l'U.d.r. Claude Labbé. Sur la base du premier tour, le candidat socialiste doit regrouper 22 300 suffrages contre un peu moins de 20 000 à son concurrent. Ce sont donc encore une fois les 8 220 suffrages réformateurs qui peuvent faire la décision.

Dans le Val-d'Oise, les socialistes ont frôlé les 50 000 suffrages, contre 30 000 en 1968 et 44 000 en 1968. Partout, les communistes les précèdent et participeront à la bataille du second tour — sauf à Argenteuil, où Léon Feix a été élu au premier tour. A Sarcelles, où se poursuit le duel entre l'U.d.r. Solange Troisier — la spécialiste des pompes funèbres —



Hubert Germain.

et le communiste Henri Canacos, l'apport des suffrages du socialiste Louis Perrein, maire de Villiers-le-Bel, sera décisif : il a en effet obtenu 15 319 voix (contre 6 464 en 1968) ce qui compense largement les 11 000 suffrages réformateurs. Dans la circonscription d'Enghien, l'attitude de Léon Hovnanian, qui fut membre de la F.g.d.s. et qui est passé au Mouvement de Lecanuet-Servan-Schreiber, sera intéressante à regarder : le communiste Gatignon a obtenu 14 435 voix, le socialiste Jean Maire 12 546 et le P.s.u. Jean-Claude Hubi 2 945, ce qui donne une bonne avance sur l'U.d.r. René Ribière (20 167 voix). Mais l'étiquette du centre s'est partagée entre un « Union centriste », avec 10 052 suffrages, et la candidature Hovnanian, avec 10 991 suffrages. Le maire de Saint-Gratien se trouve ainsi placé en position d'arbitrage entre la gauche et la droite.

Enfin, les Yvelines. Les socialistes y obtiennent près de 54 000 voix, contre 44 000 en 1968 et 56 800 en 1967. Mais, lors des élections précédentes, Jacqueline Thome-Pâtenôtre, député maire de Rambouillet, portait l'étiquette de la F.g.d.s. Sans ses suffrages, les socialistes ne regroupèrent que 38 000 voix en 1967 et 31 000 en 1968. Une autre femme, Suzanne Pouzet, a porté les couleurs du Parti socialiste à Rambouillet, obtenant 6 005 suffrages, ce qui est un succès. D'autre part, pas de candidat contre Michel Rocard, député sortant de la 4e circonscription. Mais des gains spectaculaires à Mantes, dans les deux circonscriptions de Versailles et de nettes progressions à Chatou et à Houilles.

Ainsi, 450 000 suffrages et 4 espérances pour les socialistes de la région parisienne. Dimanche, ils auront les yeux tournés vers Alfortville, Melun, Meudon et Rueil. Dans la grande bataille de la gauche pour un changement de majorité, on leur permettra bien un peu d'esprit « régionaliste ».

Paris : Un nouveau modèle

La poussée socialiste à Paris est l'un des phénomènes les plus marquants du premier tour. Depuis de nombreuses années la gauche non communiste ne disposait plus que d'une implantation médiocre dans la capitale. En dépit de l'élection surprise de Claude Estier contre Alexandre Sanguinetti, la F.g.d.s. n'avait pas réussi en 1967 une véritable percée dans la capitale.

Cette fois, les choses sont bien différentes. Dans 21 des 31 circonscriptions parisiennes, les candidats de l'U.g.s.d. dépassent 15% des suffrages exprimés. Parmi eux, Jacques Maillot dans le 14e et Daniel Mayer dans le 18e dépassent ou approchent 19% et Claude Estier (18e) franchit le seuil de 20%, tout en devançant le candidat communiste, ce qui le place en bonne position pour le second tour contre le giscardien Roger Chinaud. Six autres candidats socialistes (Letonturier, Cécile Goldet, Garnier-Thenon, Tanguy, Parmentier et Peskine) portent, au second tour, les couleurs de la gauche unie. Ce rôle revient aux communistes dans dix-huit cas, tandis que la gauche est totalement éliminée dans six circonscriptions où seuls les « réformateurs » peuvent espérer l'emporter sur les candidats de la majorité. Au total, c'est au moins une dizaine de ceux-ci qui ont toutes chances de mordre la poussière, ce qui mettra fin au quasi-monopole de l'U.d.r. sur la capitale.

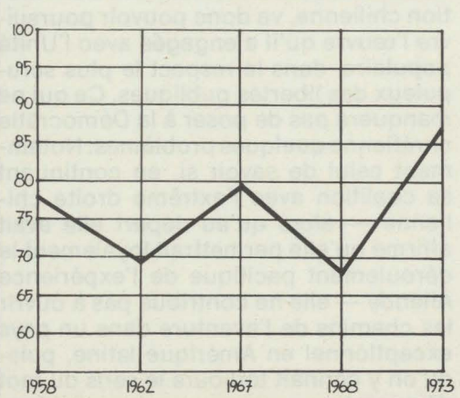
La progression spectaculaire du Parti socialiste à Paris, où le Parti communiste a, lui, plutôt tendance à reculer, confirme que les mouvements de population qui affectent plusieurs arrondissements de la capitale n'ont pas les mêmes effets sur l'électorat des deux grandes formations de la gauche. Dans la population d'origine modeste, aujourd'hui chassée vers la banlieue, le P.c.f. comptait plusieurs dizaines de milliers de voix qui lui manquent aujourd'hui. La nouvelle population des immeubles modernes à loyer relativement élevé — jeunes cadres, professions libérales... — apporte en revanche au Parti socialiste un nouvel électorat, pris pour une part au P.s.u. Il reste que les socialistes et radicaux de gauche sont passés de moins de 85 000 voix en 1968 à plus de 150 000 aujourd'hui pour l'ensemble de la capitale. Dans le même temps, le P.c.f. est tombé de 202 000 à 184 000 (255 000 en 1962). Ce nouvel équilibre à gauche pèsera désormais dans la vie politique de Paris.

Outre-mer : Malgré Debré

Dans les départements et territoires d'outre-mer, malgré la fraude, les résultats de la gauche sont encourageants. A la Réunion, elle marque des points contre Debré à Saint-Denis. Le ministre de la Défense nationale, bien qu'élu au 1er tour, perd 8 000 voix par rapport à 1969, et 13 000 par rapport à 1968,! La gauche, représentée par Wilfrid Bertile, secrétaire général du Parti socialiste réunionnais, gagne plus de 6 000 voix. A Saint-Paul, Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste de l'île, arrive largement en tête, gagnant plus de 7 000 voix, et devrait battre, dimanche, l'U.d.r. sortant. Enfin, à Saint-Pierre, le communiste Hoareau améliore son précédent score de 4 000 voix.

A la Guadeloupe, les candidats du P.c. — Lacavé, député sortant, et Ibéné — doivent battre l'U.d.r. et, à la Martinique, Aimé Césaire, leader du Parti progressiste, est réélu dès le 1er tour.

L'ascension de la gauche



1958-1973. La gauche — la droite. Pour mesurer l'évolution de scrutin à scrutin, la science électorale a plusieurs outils. En particulier, les indices d'orientation. La formule en est simple :

$$\frac{\text{pourcentage gauche}}{\text{pourcentage droite}} \times 100.$$

Pour 1973, l'indice se situe à 87. C'est le meilleur indice que la gauche a obtenu depuis 1958. Même en 1967, elle n'obtenait que l'indice 79. Nous avons porté ces indices sur une courbe. Elle est, à elle seule, parlante.

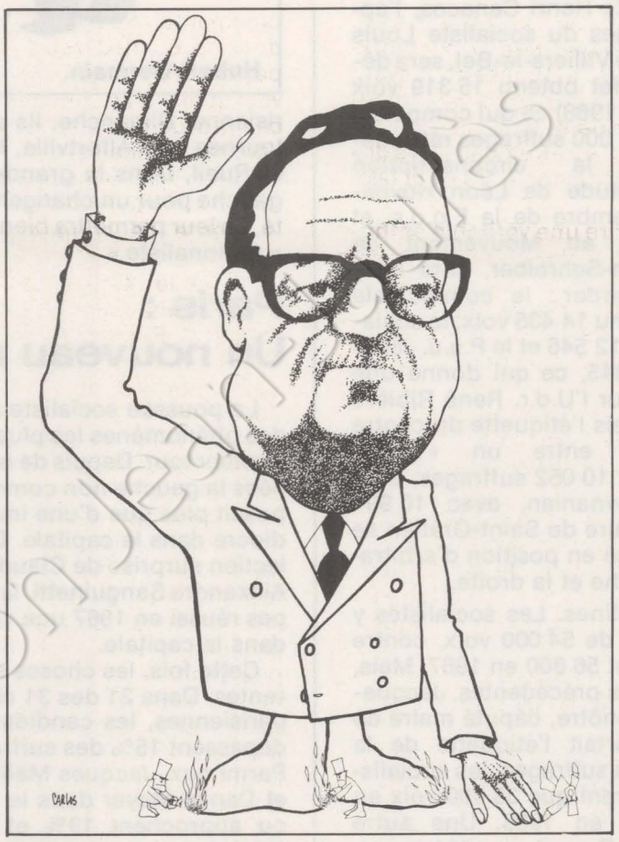
La droite a échoué

Les résultats des élections françaises ont effacé subitement le Chili des préoccupations de bien des commentateurs politiques de droite qui, cependant, n'avaient cessé pendant la campagne électorale de faire référence à l'expérience de l'Unité populaire chilienne pour promettre à l'électorat français une succession de catastrophes en cas de victoire de la gauche. Ce qui n'était ni juste ni honnête, tant pour la gauche chilienne que pour la gauche française.

Certes, dimanche dernier, vers 11 h du soir, l'O.r.t.f. claironnait de temps à autre que Salvador Allende venait de subir un grand désastre, ce qui permettait de couper d'un peu d'oxygène la succession des reculs de la majorité pompidolienne. Depuis, une grande discrétion, qui doit être un bon signe pour la poursuite de l'expérience chilienne.

Quel était en effet l'enjeu, aux antipodes ? Tout simplement le départ ou le maintien au pouvoir du président Allende. Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut savoir que la Constitution chilienne est « présidentielle », que le Président est élu d'un côté, le Parlement de l'autre — comme en France — mais que le Président ne peut dissoudre le Parlement, alors que celui-ci dispose de pouvoirs contre le Président : l'Assemblée peut exiger le renvoi d'un ministre et le Sénat peut, par un vote des deux tiers, obliger le président à démissionner.

Or Allende a été élu à la majorité relative, avec un peu plus du tiers des suffrages exprimés. Depuis, il gouverne avec un Parlement hostile dans sa majorité à sa politique, ce qui ne facilite pas les choses. La Démocratie chrétienne et la droite s'étaient donc regroupées au sein



d'une « confédération démocratique » qui s'était fixée comme objectif d'obtenir au Sénat les deux tiers de sièges nécessaires pour lancer une « accusation constitutionnelle » contre le Président, le contraignant au départ.

Cette manœuvre a échoué. Certes, l'opposition conserve la majorité dans les deux Assemblées. Mais elle recule et l'Unité populaire a réussi à regrouper 43,4 % des suffrages, et à obtenir 63 sièges, contre 57, à la Chambre des députés, et 20 sièges, contre 18, au Sénat, malgré la crise économique provoquée par l'action conjointe de la droite chilienne et des grandes sociétés capitalistes américaines, malgré une campagne d'une violence inouïe — la presse, entièrement libre, appartient à la droite — contre Allende et malgré la tentative des partis d'opposition de transformer la consultation de dimanche en un affrontement décisif pour un pays qu'on souhaite ainsi diviser en deux blocs irréconciliables.

Allende, conformément à la Constitution chilienne, va donc pouvoir poursuivre l'œuvre qu'il a engagée avec l'Unité populaire, dans le respect le plus scrupuleux des libertés publiques. Ce qui ne manquera pas de poser à la Démocratie chrétienne quelques problèmes. Notamment celui de savoir si, en continuant sa coalition avec l'extrême droite chilienne — alors qu'au départ elle avait affirmé qu'elle permettrait loyalement le déroulement pacifique de l'expérience Allende — elle ne contribue pas à ouvrir les chemins de l'aventure dans un pays exceptionnel en Amérique latine, puisqu'on y connaît toujours le sens du mot démocratie.

C.F.

UN FILM EN 3 EPOQUES DE ANDRE HARRIS ET ALAIN DE SEDOUY
FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ
1ère EPOQUE
EN PASSANT PAR LA LORRAINE
2ème EPOQUE
GENERAL NOUS VOILA
3ème EPOQUE
JE VOUS AI COMPRIS
NEF DIFFUSION
FRANCE-ELYSÉES
20, r. Quentin Bauchart
225-19-73
SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
30, r. St-André-des-Arts
326-48-18
GRAND PAVOIS
352, rue Lecourbe - 531-44-58
HAUTEFEUILLE
7, rue Hautefeuille
633-79-38
S.F. ELYSÉES
Galerie Point Show
66, Champs-Elysées
225-67-29
PAGODE
57 bis, rue de Babylone
551-12-15
SAINT-SEVERIN
12, rue St-Séverin
033-50-91
PANTHEON
13, rue V. Cousin - 033-15-04

FRANCE-ELYSEES :
14 h - 16 h 40 - 19 h 15 - 22 h

ST-ANDRE-DES-ARTS :
14 h - 16 h 30 - 19 h - 21 h 30

GRAND PAVOIS :
14 h - 16 h 30 - 19 h - 21 h 30

HAUTEFEUILLE :
13 h 30 - 16 h 15 - 19 h 05 - 21 h 55

S.F. ELYSEES :
13 h 45 - 16 h 30 - 19 h 15 - 22 h

SAINT-SEVERIN :
11 h 15 - 14 h 30 - 17 h 45 - 21 h

LA PAGODE : 14 h 30 - 17 h 45 - 21 h

Cocorico sur la touche

Samedi, 22 h 30 : un joueur français de football rate lamentablement son tir à 15 mètres, devant la cage du gardien portugais. Commentaire du reporter de la télévision : « Ce joueur s'est montré très efficace lors des séances d'entraînement ». De quoi laisser rêveur.

Il y aurait à écrire une véritable anthologie — comique — des commentateurs sportifs de la télévision. Elle tournerait autour de quelques théorèmes :

1°) Le terrain n'est glissant que pour les joueurs français. Idem pour la pelouse grasse.

2°) Le ballon, surtout au rugby, ne glisse des doigts pour cause de pluie ou d'humidité que pour les joueurs français.

3°) Le vent s'acharne à souffler en défaveur de l'équipe de France.

4°) On n'a jamais vu, de mémoire de commentateur de l'O.r.t.f., un arbitre favoriser une autre équipe que l'équipe adverse.

5°) Au rugby, seuls les essais de l'adversaire sont douteux, ou entachés d'un léger en-avant.

Comme j'ai dû oublier quelques théorèmes, je laisse aux lecteurs sportifs de « l'Unité » le soin de compléter cette liste. Dans cette anthologie, il faudrait ajouter l'ignorance technique de bon nombre de commentateurs.

Exemple, Christian Rives — pour ne parler que du rugby et de ce que je connais. Quand le demi de mêlée français se fait pénaliser pour mauvaise introduction — ce qui arrive au minimum dix fois par match — Rives n'a qu'un commentaire : mise du ballon en seconde ligne, ou pied levé du talonneur. C'est parfois vrai, mais encore faudrait-il savoir qu'il y a au minimum quatre autres cas prévus où l'arbitre doit sanctionner l'équipe française.

Le lyrisme échevelé de Roger Couderc avait son charme, il avait au moins le mérite de connaître les règles du rugby. Après mai 1968, l'O.r.t.f. a engagé Rives et le résultat fait rire ou énerve dans les chaumières du Sud-Ouest. Par exemple, Rives a le don de reprocher aux arbitres britanniques de sanctionner systématiquement les fautes en mêlée, contrairement à leurs homologues français. Ce n'est pas une raison parce que les arbitres français arbitrent mal pour reprocher aux Britanniques de faire correctement leur métier. A vrai dire, je ne coupe pas le son de mon récepteur que lorsque Rives invite, lors des matchs internationaux, Robert Barran. Voilà un journaliste qui connaît le rugby — il l'a pratiqué — et qui l'aime assez pour ne pas venir assister à la victoire du coq, mais à un match. Un homme qui sait expliquer au téléspectateur les règles du jeu, leur faire percevoir la beauté — et la difficulté — d'un mouvement, qui déplore le chauvinisme, et le dit. Bref, un vrai commentateur. Mais qui n'est qu'invité...

Un ami, qui relit ceci par-dessus mon épaule, me souffle dans l'oreille que Rives, avant d'officier à l'O.r.t.f, était l'entraîneur, à Bordeaux, de l'équipe de rugby des C.r.s. Je ne sais si c'est vrai. Mais cela aurait un certain charme.

NICOLAS BRIMO

Télé- sélection

VENDREDI 9 MARS

« L'homme qui lisait les pierres » : Champollion et le secret des hiéroglyphes, de Pierre Cavassilas (22 h 25, ch. 1).

SAMEDI 10

La compagnie J.M. Ribes joue : « Il faut que le sycomore coule », représenté en 1971 au théâtre de Plaisance (19 h 45, ch. 3).

Les six femmes d'Henri VIII : Jane Seymour », une production de la B.b.c. (20 h 30, ch. 1).

DIMANCHE 11

Elections législatives : une soirée historique (19 h 55, 3 chaînes).

« Scènes de chasse en Bavière », un film de Peter Fleischmann : une réflexion sur l'intolérance (22 h 20, ch. 3).

LUNDI 12

L'architecte et son temps, de J.M. Leuwen (22 h 15, ch. 2).

Musique en 33 tours, de J. Muller et Gérard-Guillaume : la renaissance du luth (22 h 20, ch. 1).

MERCREDI 14

Le Grand Echiquier de Jacques Chancel : Devos, Barbara... (20 h 30, ch. 1).

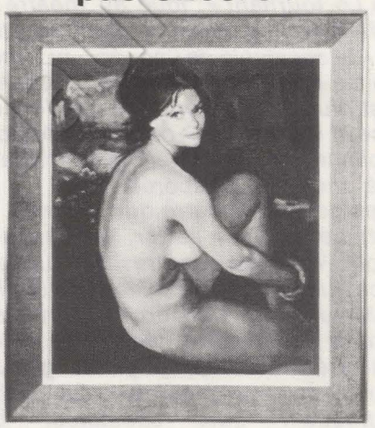
JEUDI 15

« Les ensorcelés », de Vincente Minelli avec Kirk Douglas et Lana Turner : un film sur les producteurs d'Hollywood (20 h 40, ch. 1).

« L'éducation sentimentale », de Gustave Flaubert : le 1er des 5 épisodes réalisés par Marcel Cravenne, d'après une adaptation de François-Régis Bastide, avec Jean-Pierre Leaud et Françoise Fabian. Une œuvre discutée (21 h 45, ch. 2).

Peut-être

ne le savez-vous pas encore ?



BRENOT *Sophie*

mais, de

RENOMMÉE MONDIALE

LES REPRODUCTIONS ADLT

des

plus beaux tableaux du monde

vous permettront d'accrocher

CHEZ VOUS

DES PIÈCES DE MUSÉE

Exécutées sur toile de lin, montées sur châssis, parachevées au pinceau par des spécialistes qualifiés, dûment estampillées, assorties de cadres élégants, elles sont d'une fidélité confondante

AUX ŒUVRES ORIGINALES ELLES-MÊMES

et forcent l'admiration

Envoi de notre luxueux album couleurs n° 91 D contre 3 F en timbres-poste.

Facilités de paiement directes (5 mois) ou CETELEM (6 à 21 mois)

ADLT BOIS - FRESQUES TAPISSERIES

arts lettres et techniques

61, rue de Vaugirard, Paris 6e
tél. 648-21-18 et 222-71-97

Métro : Saint-Placide ou Rennes

Galerie ouverte sans interruption de 9 h 30 à 19 h

BON A DÉCOUPER OU A REPRODUIRE

Je désire recevoir votre album 91 D sans engagement de ma part.

NOM (en majuscules) .....

ADRESSE .....

VILLE ..... Dpt .....

PROFESSION ..... SIGNATURE

DATE .....

Le «boulevard» est politique

Les radios, la télévision, la presse à la solde du système politique en place, tous ces braves gens « bien intentionnés » en parlent avec complaisance et délectation. La pièce de Françoise Dorin — « Le tournant », joué au théâtre de la Madeleine, à Paris — n'est pourtant pas « le spectacle de l'année » ni l'occasion de découvrir « un grand auteur ». C'est plus simplement une habile « défense et illustration » de la société pompidolienne. En ces temps électoraux, voilà une arme inespérée !

Les gens de théâtre que « l'Unité » a contactés pour en parler, les Planchon, Rétoré, Valverde et autres Debauche — parce que leur travail est la cible choisie par Mme Dorin — ont un moment hésité entre la colère et le dédain. La colère ç'eût été « de la propagande gratuite pour cette gourgandine ». Le dédain s'explique : quel spectateur des théâtres populaires — et subventionnés — peut se permettre de débourser 60 F pour cela ?

Reste à savoir à qui profite, politiquement, « Le tournant ». De qui Mme Dorin se fait-elle la complice ? Guy Foissy, auteur de théâtre lui aussi (voir « l'Unité » n° 20), *analyse le rôle joué par la pièce de Mme Dorin et par le théâtre de boulevard en général.*



Françoise Dorin.

Je ne connais la pièce de Mme Dorin, « Le tournant », que par les comptes rendus de la « grande presse ». J'ai cru comprendre qu'elle y mettait en scène un auteur d'avant-garde — au nom étranger... naturellement — de surcroît engagé — à gauche, bien sûr, sinon ce ne serait pas drôle — et un auteur de boulevard qui se pose des questions — ça arrive, paraît-il. Le tout assaisonné de réflexions contre le nouveau théâtre, les Maisons de la Culture, etc. et saupoudré, selon les vieilles recettes, d'une histoire d'adultère, sans laquelle le public auquel elle a choisi de s'adresser se sentirait brimé.

Ce que je ne comprends pas, c'est le pourquoi de l'importance qu'un journal de gauche accorde à une telle pièce. Va-t-on découvrir à son propos que le théâtre de boulevard est aussi un théâtre politique, un théâtre engagé ? C'est pourtant une vérité tout à fait évidente, même si l'on essaie de nous faire croire que c'est uniquement un théâtre de distraction et que le seul théâtre politique, c'est le vilain et ennuyeux théâtre de gauche. Le théâtre de boulevard est un théâtre politique qui se cache honteusement. Le mérite de Mme Dorin est d'avouer franchement la couleur, et en ce sens sa démarche est estimable !

Le théâtre de boulevard s'adresse à un public particulier, appartenant, dans son ensemble, à la bourgeoisie, et tend à satisfaire ses goûts, ses besoins, ses aspirations. A quoi aspire le public de boulevard ? A être rassuré. A ce qu'on lui projette une image de lui-même et de la société qu'il domine. Il faut lui faire croire qu'il est heureux, qu'il n'a pas de problèmes, que la classe à laquelle il appartient est supérieure aux autres et installée au pouvoir pour l'éternité. On évitera tout ce qui peut l'inquiéter, le déranger. Ici, jamais de grèves ou de mouvements sociaux, jamais de luttes, jamais de crises. La vie réelle n'apparaît jamais !

Si par hasard on évoque ces questions, on montrera les gens de gauche, ou le peuple, sous des aspects tellement ridicules ou niais qu'un grand éclat de rire suffira à les désarmer. Il est intéressant de s'attacher aux rapports de classe dans une pièce de boulevard. Aux rapports entre la bourgeoisie et le personnel de maison (bonnes idiotes, valets de chambres fidèles), les secrétaires (vénales, faciles), les gens du peuple (le plus souvent des artisans).

Théâtre : Brecht au secours de Shakespeare

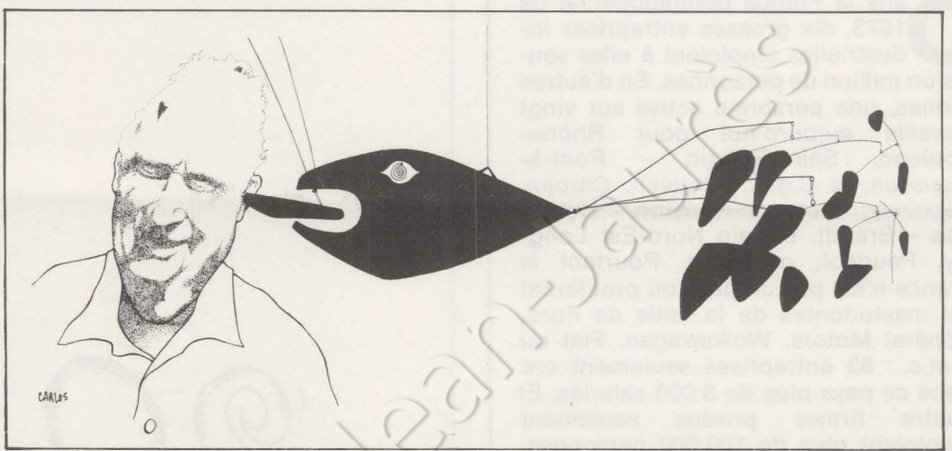
Faut-il encore jouer « Macbeth » ? Guy Rétoré pense que oui ; et il va chercher ses arguments chez Bertold Brecht : « Shakespeare est par nature obscur. Il est un matériau à l'état brut. » Conclusion : on peut toujours à travers Shakespeare interroger l'Histoire, c'est-à-dire le passé, narrée par ses pièces, et notre présent, impliqué dans la fable racontée.

Où est donc la liaison passé-présent dans « Macbeth » ? — Il est question,



Soirées à 20 h 45 · Relâche le Lundi
Matinées Dimanches et Fêtes à 14 h 45
16, rue de Clichy
Loc. : tél. TRI 26.22 au Théâtre et Agences

Calder, rêveur aux sandales de plomb



Un jour, un spectacle fascina Calder. Il avait trouvé sa voie. C'était en 1922. Il raconte : « C'est de bonne heure le matin, sur une mer calme, au large du Guatemala, qu'au-dessus de ma couche — un rouleau de cordages — j'ai vu le début d'un lever de soleil rouge éclatant d'un côté de l'horizon et la lune semblable à une pièce d'argent de l'autre côté. De tout le voyage, c'est ce qui m'a le plus ému, et qui a imprimé en moi une vision durable du système solaire. »

Depuis, Calder n'a eu cesse de reconstituer cette harmonie dynamique, cet incessant mouvement de poulies cosmiques. Ses « mobiles » ne sont que les multiples représentations de cette vision définitive. Plus qu'un sculpteur, Calder est un peintre qui a décidé de « faire bouger la peinture ».

Pour les « stabiles », c'est une autre histoire, plus simple, sans raisons métaphysiques : il n'a pas un nez de « pique-lune », il a les pieds sur terre ; et s'il aime à remplir l'espace, s'il se plaît à donner du poids à l'air, il sait aussi qu'il vit surtout près du sol ; il est un homme du plancher des vaches. Il ne pourrait pas ne pas ensemencer la terre.

Ainsi se confirme Calder, à travers ses dernières œuvres exposées actuellement à la galerie Maeght à Paris, rue de Téhéran : un rêveur aux sandales de plomb.

J.M.

Le théâtre de boulevard transmet une idéologie. Il cherche à nous donner une certaine image de notre société. Sous des apparences innocentes, il nous transmet son message, et ce n'est pas par hasard que c'est ce théâtre-là qu'on nous montre le plus volontiers à la télévision — vous en voyez souvent, des pièces de nouveaux auteurs français, à la télévision française ? La bourgeoisie éprouve le besoin d'être rassurée, donc on va montrer à tous les téléspectateurs cette image rassurante, et en conséquence les arracher à leurs soucis, à leurs problèmes, les empêcher de réfléchir. Ce n'est pas, pour l'essentiel, par les émissions d'informations politiques que le système en place transmet son idéologie, c'est par le biais du théâtre, des variétés, des jeux, de la chanson, des feuilletons — il est intéressant de s'attacher à l'idéologie transmise par la chanson, par les feuilletons...

Mais à côté de cela, il y a une autre chanson, dont on parle peu, il existe un autre théâtre, qui n'est pas un théâtre didactique et ennuyeux – quoi que puisse en dire la « grande presse » ou Mme Dorin. Et ce théâtre-là crève, on l'ignore. Une cinquantaine de jeunes compagnies professionnelles, peu ou pas subventionnées, se sont réunies au sein de l'Action pour le jeune théâtre (A.j.t.), une quarantaine d'auteurs se sont réunis au sein du Groupement des écrivains de théâtre (G.e.s.t.e.), et ils essaient de lutter, de vivre, de survivre. L'un des rôles de la presse de gauche doit être d'exprimer leurs problèmes, de leur donner une tribune, face au silence ou au matraquage de la « grande presse » — je ne parle pas de « critique », il faut espérer que la « critique » telle qu'elle est conçue disparaîtra — de les soutenir, de leur permettre de rencontrer un autre public, d'être pris en charge par les organisations politiques et syndicales de gauche, et donc de pouvoir se produire dans tous les lieux où les hommes et les femmes vivent et travaillent.

GUY FOISSY

dans cette œuvre, de généraux ou de rois hantés par le pouvoir, corrompus, qui se font volontiers tueurs pour préserver ou conquérir une puissance politique. Cela ne peut se passer que dans une société en déliquescence, en crise. C'est là que la lucidité de Guy Rétoré apparaît : en interrogeant la société élisabethaine, organisation qui s'étiole, il interroge un ordre économique et politique qui connaît le même état de décrépitude : la France de la Ve République. Comme Jean Vilar, Guy Rétoré refuse au théâtre toute gratuité ; au contraire, s'appuyant sur sa propre conscience de citoyen, il ne monte que des spectacles en rapport étroit avec les luttes et les aspirations de ses concitoyens.

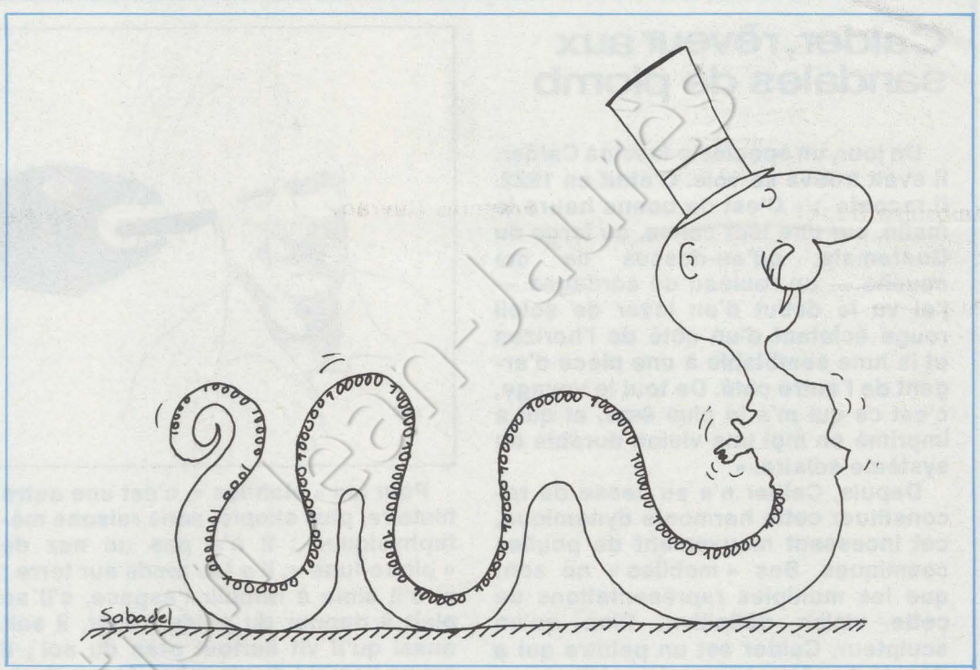
Mais, si le choix de « Macbeth » se justifie parfaitement, artistiquement et politiquement parlant, cela ne saurait donner un chèque en blanc au metteur en scène quant à la qualité de sa démonstration. Rétoré a voulu, selon ses propres déclarations, mettre la pièce de Shakespeare « à plat ». Il en résulte effectivement nombre de platitudes et de lourdeurs où l'on ne reconnaît plus la densité shakespearienne. Citons, nous aussi, Brecht : « Il n'y a rien de plus stupide que de représenter Shakespeare de telle sorte qu'il soit clair. »

J.M.

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE
21, Bd Jourdan (14e) - 589.38.69
4e mois de succès
LEGENDES A VENIR
par
Le Théâtre de Liberté
Jusqu'au 31 mars (sauf dim. et lundi)
« Cette pièce est une expression d'amour »
Peter BROOK

A qui appartient la France ?

Dans la France pompidolienne de 1973, dix grosses entreprises industrielles emploient à elles seules un million de personnes. En d'autres termes, une personne active sur vingt travaille aujourd'hui pour Rhône-Poulenc, Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, la C.g.e., Michelin, Citroën, Péchiney, Thomson-Houston - Hotchkiss - Brandt, Denain Nord-Est Longwy, Peugeot, ou B.s.n. Pourtant la France n'est pas un pays où prolifèrent les mastodontes de la taille de Ford, Général Motors, Wolkswagen, Fiat ou B.m.c. : 83 entreprises seulement ont dans ce pays plus de 3 000 salariés. Et quatre firmes privées seulement emploient plus de 100 000 personnes. C'est dire le poids économique, et par conséquent la puissance politique, des dirigeants de ces entreprises qui figurent parmi les vingt premières sociétés privées françaises.



Affaires et politique

Qui sont ces hommes ? Quels intérêts représentent-ils ? Quelles puissances se profilent derrière ces silhouettes vêtues d'efficacité glaciale et de laine grise ? Le mensuel économique « l'Expansion » a dressé, en septembre dernier, l'inventaire des cent hommes qui font l'économie. Parmi ces hommes : des fonctionnaires, des syndicalistes, mais aussi et surtout des administrateurs et des P.d.g. Ces managers n'appartiennent pas à ce que l'on appelait hier les 200 familles. Il y a pourtant entre eux des ressemblances diffuses, des traits communs : quelque chose comme une parenté indéfinissable, mais évidente. Qu'y a-t-il de commun, par exemple, entre Maurice Borgeaud, 62 ans, P.d.g. d'Usinor, Jack Francès, 58 ans, président de la banque de Suez et Pierre Grezel, 70 ans, P.d.g. d'Ugine-Kuhlmann ? Tous trois ont « fait Polytechnique ». Selon « l'Expansion », 23 % des « grands patrons » sortent de Polytechnique et 24 % des Sciences po. Beaucoup se sont rencontrés dans les amphis de Centrale, de l'école des Mines ou d'H.e.c. Il suffit de feuilleter le « Who's who » ou les annuaires des Grandes écoles, pour découvrir que les condisciples d'hier sont devenus les partenaires d'aujourd'hui, et que les liens noués dans les salles de cours se sont renforcés, multipliés, tissant un filet qui, en une quinzaine d'années, s'est refermé sur la France.

Cette mainmise sur le pays, et même sur l'Etat, a été facilitée par l'interpénétration qui existe aujourd'hui entre le monde politique et les milieux d'affaires, à un point tel que l'on ne sait plus très bien où commence l'un et où finissent les autres. En venant à l'Elysée, Georges Pompidou, président de la République, n'a-t-il pas emporté à la semelle de ses souliers un peu de moquette de la Banque Rotschild dont il fut, jusqu'à 1962, l'un des dirigeants ? Albin Chalandon n'était-il pas jusqu'en 1968 le patron de la Banque commerciale de Paris (filiale, à l'époque, du groupe Dassault) avant de devenir ministre de l'Equipement ? N'est-ce pas dans les coffres de cette banque qu'il a entreposé ses archives après sa disgrâce ? Jacques Chaban-Delmas n'a-t-il pas fondé « la Vie Française » et « Samedi-Soir », n'a-t-il pas été administrateur d'Inter-technique ? Et on peut ajouter à cette liste d'autres noms de ministres-P.d.g. ou de ministres-administrateurs : André Bettencourt, Roland Nungesser, Jean Taittinger, Maurice Herzog, par exemple...

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Il n'est pas nécessaire à un P.d.g. de devenir ministre, secrétaire d'Etat ou député pour donner son avis sur les grandes décisions économiques dont dépend le fonctionnement de l'Etat. Aujourd'hui, les choix essentiels sont faits à la fois dans les centres de décision politiques et dans les sièges des grandes entreprises. Et, désormais, plus souvent dans les seconds que dans les premiers. Les grands patrons de l'industrie et de la banque sont devenus les vrais patrons de la France.

Au point que le très sérieux mensuel économique « l'Expansion », qu'on ne peut pourtant accuser de marxisme forcené, n'hésite pas à écrire : « Lorsqu'on examine, par exemple, la composition des conseils d'administration de 5 des plus grandes sociétés (Rhône-Poulenc, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, C.g.e. et Thomson) on constate que certains administrateurs se retrouvent dans plusieurs conseils. Paul Huvelin (1), actuel président du C.n.p.f., est vice-président de Thomson, membre du conseil de la C.g.e. et de Péchiney. Pierre Jouven est P.d.g. de Péchiney et membre du conseil de la C.g.e. et de Rhône-Poulenc. Pierre Grezel se trouve également chez Thomson et chez Péchiney. N'y aura-t-il plus bientôt qu'un seul groupe au sommet de l'industrie française ? »

C'est une question que l'on peut se poser en effet. L'examen des conseils d'administration des dix plus grandes entreprises privées françaises, c'est-à-dire dans l'ordre : Rhône-Poulenc, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Compagnie française des pétroles, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Denain Nord-Est Longwy, Peugeot, C.g.e., Wendel-



Ambroise Roux.



François Ceyrac.



Albin Chalandon.



Antoine Riboud.



Sidélor, B.s.n. et Le Nickel — classement des « Dossiers d'Entreprise », novembre 1972 — révèlent d'étranges connexions.

Le P.d.g. de Rhône-Poulenc, Wilfrid Baumgartner, 70 ans, inspecteur des finances, a été gouverneur de la Banque de France et ministre des Finances du général de Gaulle. Il est aussi administrateur de Péchiney, de Denain Nord-Est Longwy qui contrôle Usinor, de Peugeot S.a., de La Paternelle, des Chargeurs réunis et de la C.f.p. Celui que l'on considère comme son successeur, Renaud Gillet, 58 ans, vice-président de Rhône-Poulenc, est le représentant de la puissante et mystérieuse famille Gillet, dont personne ne connaît le montant exact de la fortune et qui, dit-on, détiendrait un fort pourcentage du capital de Rhône-Poulenc. Renaud Gillet, lui, est administrateur de B.s.n., de Progil, de Rhodiacéta, de l'U.c.b., de Novacel, et de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas.

Les trois banques

Le P.d.g. de Péchiney-Ugine-Kulhmann, Pierre Jouven, 65 ans, polytechnicien, s'est fait remarquer en déclarant un jour que le premier devoir d'un industriel était « de rendre le personnel apte à supporter les conséquences d'un licenciement collectif que personne, actuellement, ne peut être sûr d'éviter ». Pierre Jouven est aussi administrateur de Seichimie, du C.c.f., du Crédit national, de Rhône-Poulenc, et représentant du groupe Péchiney au conseil de Tréfimétaux.

Roger Martin, 57 ans, qui est aujourd'hui à la tête du groupe Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, est administrateur, entre autres, de Sidélor - Mosellanne, de Wendel-Sidélor, d'E.d.f., de l'Institut du développement industriel (Idi), de la Société générale, de la Compagnie financière de Suez, de l'Union parisienne, du C.i.c., de Pricel, de l'agence Havas et de Péchiney-Saint-Gobain.

Ambroise Roux, 51 ans, a commencé sa carrière au cabinet de Jean-Marie Louvel, ministre de l'Industrie, avant d'occuper la présidence de la Compagnie générale d'électricité (C.g.e.). Il passe, selon « l'Expansion », pour avoir « ses grandes et ses petites entrées à l'Elysée ». Il accumule la présidence de la C.g.e.m. et de la C.i.t.-Alcatel, (filiales de la C.g.e.) ; il est administrateur d'Alsthom, de la Radiotechnique, du Crédit national, du C.c.f. et il vient d'être appelé au conseil d'administration de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Antoine Riboud, 53 ans, qui s'est rendu célèbre en lançant l'O.p.a. sur Saint-Gobain, est considéré comme un patron d'assaut. Il est P.d.g. de B.s.n. et de la Société européenne des Brasseries, administrateur de Pricel, de la Société française Philips et de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas.

Enfin, car on ne peut pas tous les citer, le P.d.g. du Nickel, Guy de Rotschild, est président de la Banque Rotschild, administrateur de la Compagnie du Nord, de la Société minière et métallurgique de Penarroya et de la Société franco-britannique de participation.

Banque Rotschild, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de Suez... Ces trois banques omniprésentes sont, avec la Financière européenne — dont le célèbre baron d'affaires Edouard-Jean Empain, 34 ans, est l'un des actionnaires les plus connus — les grandes banques d'affaires françaises. Ce n'est donc pas un hasard si on retrouve, dans leurs conseils d'administration, les grands noms de l'industrie : et réciproquement, si l'on découvre, dans leurs portefeuilles, des actions des grandes entreprises privées. Qui possède qui ? Difficile à dire.

Des galaxies ignorées

On se perd en effet dans les organigrammes touffus, dans la jungle des filiales, des holdings, des participations. Dans le ciel de Suez, ou de Paribas, les télescopes des financiers découvrent des galaxies ignorées du commun des mortels. Cela va de l'immobilier à l'engineering, des travaux publics au papier d'emballage, de la rénovation urbaine à la sidérurgie, de la chimie au crédit à la consommation.

Au conseil d'administration de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas — qui contrôle une forte proportion des opérations immobilières à Paris — on retrouve d'ailleurs des noms connus : Antoine Riboud, Renaud Gillet, Pierre de Calan (P.d.g. de Babcock et Wilcox) ou Pierre Bercot (ex-P.d.g. de Citroën). Quant au P.d.g., Jacques de

→

A qui appartient la France ?

→

Fouchier, il est aussi, entre autres, administrateur du C.c.f. du Crédit national, de Thomson-C.s.f., de la Compagnie française des pétroles et de Schlumberger limited — dont le P.d.g. est Jean Riboud, frère d'Antoine.

A la tête de la Banque de Suez, fabuleux empire financier et industriel qui étend ses tentacules sur l'ensemble de la planète, on trouve Jack Francès, 58 ans, polytechnicien, vice-président de l'Union financière et minière, administrateur de L'Abeille, des Assurances du groupe de Paris, de la Compagnie française des ferrailles, de la Banque Vernes, de Nobel-Bozel, etc. ; et Michel Caplain, que l'on considère comme le vrai patron de Suez.

On pourrait découvrir les mêmes coïncidences — qui n'en sont pas — en examinant les conseils d'administration des autres grandes banques d'affaires et des autres grandes compagnies industrielles. Et il ne faut pas oublier dans ce chassé-croisé les « pantouflards ». C'est-à-dire les hauts fonctionnaires qui ont quitté le service de l'Etat pour aller dans une entreprise privée. Les exemples sont innombrables, de Wilfrid. Baumgartner à Simon Nora, qui a délaissé le cabinet de Chaban-Delmas pour entrer à la direction de Hachette.

Bien sûr, quelques dynasties financières et industrielles, quelques fortes personnalités ont gardé un empire relativement indépendant : c'est le cas de Michelin et de Peugeot, de Marcel Dassault, de Sylvain Floiret (Matra, Europe 1), de Francis Bouygues, de Jean Montelet (Moulinex), de Marcel Fournier (Carrefour), de Ferdinand Beghin (papier, sucre, presse avec Paris-Match), de Jean Prouvost (textile, « Le Figaro », « Marie-Claire », « Télé-7 jours », « Paris-Match ») et de Marcel Boussac (textile, machines à laver, « L'Aurore », « Paris-Turf »).

Le cas de Dassault, il est vrai, n'est pas banal. On dit volontiers de lui qu'il est l'homme le plus riche de France. Sa richesse tient au fait que la société Bréguet-Dassault, qui emploie 15 000 salariés, est pratiquement la seule à équiper l'armée de l'Air française. Les Mirage III de l'aviation de chasse et de reconnaissance, les Etendard, les Alizée, les Atlantic de l'Aéronavale, les Mirage IV de la force de frappe, et de nombreux engins et missiles sont fabriqués dans les usines Bréguet-Dassault. Ils bénéficient, parmi les experts, d'une excellente réputation. « Marcel Dassault est un grand ingénieur, écrit François Mitterrand dans « La rose au poing ». Les avions militaires qui sortent de ses usines se classent parmi les meilleurs du monde. Mais les gains qu'il en retire lui permettent d'acheter un siège de député, de financer un hebdomadaire, de s'assurer une clientèle politico-commerciale, de peser sur les votes de la commission de la Défense nationale dont il est membre et qui a longtemps été présidée par l'un

l'Avant-Scène

L'AVANT-SCENE EST LA PLUS IMPORTANTE COLLECTION INTERNATIONALE DE TEXTES INTEGRAUX AVEC PHOTOS
800 PIECES (EN 24 ANS) ET 200 FILMS (EN 12 ANS) 15.000 ABONNES DANS 65 PAYS

3 offres exceptionnelles.
si vous vous abonnez pour un an, avec le "bon" ci-dessous, vous recevrez :

1 Dans la quinzaine, **en cadeau et franco de port,** notre « Collection-Prime » de 12 numéros (8 numéros « Théâtre » et 4 numéros « Cinéma ») ;

2 Chaque mois, **à partir du mois prochain,** 3 numéros (2 « Théâtre » et 1 « Cinéma ») ; au total 34 numéros dans l'année pour **118 F** au lieu de 170 F (Etr. **140 F** au lieu de 221 F) ;

3 Un catalogue complet avec un « **bon** » **spécial** (personnel), **valable 6 mois,** qui vous permettra, si vous le désirez, de choisir dans ce catalogue 10 numéros, pour **29 F** seulement (Etr. **38 F**).

THÉATRE — Viennent de paraître — **CINÉMA**

LES POISSONS ROUGES (J. Anouilh)
LE SONGE (A. Strindberg - M. Clavel)
UN SALE EGOISTE (F. Dorin)
L'ARCHITECTE ET L'EMPEREUR D'ASSYRIE (Arrabal)
LES FRERES KARAMAZOV (Dostoievski - J. Copeau)
LE LOCATAIRE (J. Orton, E. Kahane)
MACBETT (Ionesco)
RICHARD III (Shakespeare - J.-L. Curtis)
DIEU ABOIE-T-IL ? (F. Boyer)
ROBINSON CRUSOE (Magic-Circus)

ROMA (Fellini)
VIVA LA MUERTE (Arrabal)
MA NUIT CHEZ MAUD (Rohmer)
NAZARIN (Bunuel)
PERSONA (Bergman)
EASY RIDER (Hopper)
LE CHAGRIN ET LA PITIE (M. Ophuls)
LES CAMISARDS (Allio)
LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Truffaut)
LA SALAMANDRE (Tanner)
LA CHINOISE (Godard)

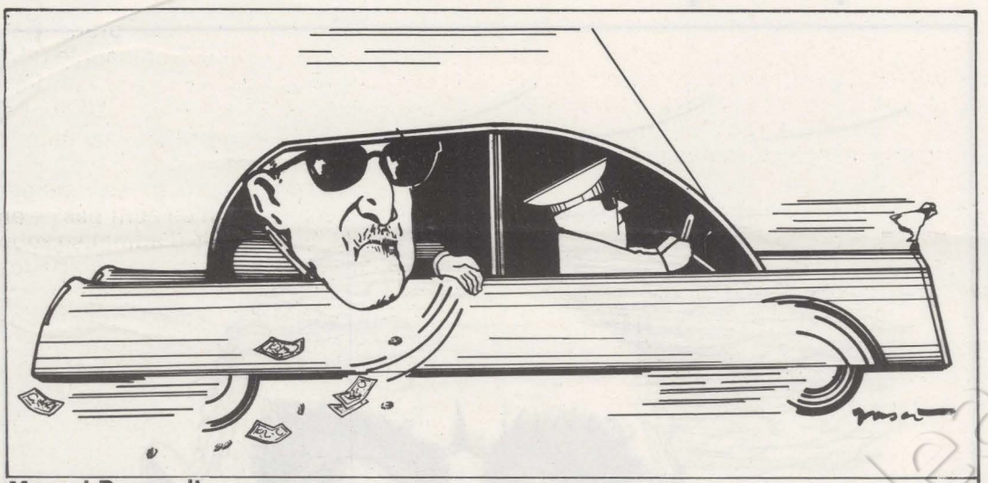
Le numéro THEATRE ou CINEMA : 5 F (Etr. 6,50 F)
CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE

BON donnant droit aux 3 avantages ci-dessus.
A retourner à :
« **L'AVANT-SCENE** », **27, rue Saint-André-des-Arts, Paris-6e**
(Joindre le titre de paiement, de préférence C.C.P. Paris 73 53 00)

Je désire m'abonner pour un an à « l'Avant-Scène »,
23 numéros « Théâtre » et 11 numéros « Cinéma », pour 118 F (Etr. 140) (*)
et **recevoir gratuitement et franco de port :**
— La « Collection-prime » de 12 numéros ; et
— Le catalogue complet avec un « **bon** » me permettant de choisir ultérieurement, **si je le désire, sans aucun engagement de ma part,** 10 numéros parus pour 29 F seulement (Etr. 38 F).

(*) L'abonné peut aussi choisir le « Théâtre » seul ou le « Cinéma » seul. Dans ce cas cocher ci-dessous :
○ « Théâtre » seulement : 79 F (Etr. 93 F), avec la « collection-prime » gratuite de 8 numéros « théâtre ».
○ « Cinéma » seulement : 45 F (Etr. 55 F), avec la « collection-prime » gratuite de 4 numéros « cinéma ».

Nom et adresse : . . . . . U



Marcel Dassault.

de ses employés — cette commission choisit les firmes et les types d'avion auxquels l'Etat réserve ses commandes — de subventionner les partis de la majorité. Cela grâce à l'argent des contribuables. Est-ce juste ? »

Est-il juste en effet que l'Etat achète ses avions — c'est-à-dire ceux que les Français paient — à une société privée, alors que les sociétés nationalisées, comme la Snias, fabriquent des avions civils qui sont vendus à l'étranger ? Le cas Dassault semble exceptionnel. Erreur : il ne l'est pas. Il n'est que l'exemple grossi de ce que l'on peut observer lorsqu'on regarde d'un peu près l'économie française, lorsqu'on cherche, au-delà des signes et des façades, les noms des hommes et des groupes à qui appartient la France.

MICHELE BACKMANN
ET CHRISTINE COTTIN

(1) L'article de «l'Expansion» dont il est question date de septembre 1972 ; depuis cette date, François Ceyrac a remplacé Paul Huvelin à la tête du C.n.p.f.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Publicité Commerciale et spectacles : France-Lafayette — 10, rue Bleue, Paris-9e — 523.10.35 (J.P. Lemaire).

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

L'abondance de l'actualité nous contraint à reporter à la semaine prochaine notre problème de mots croisés.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

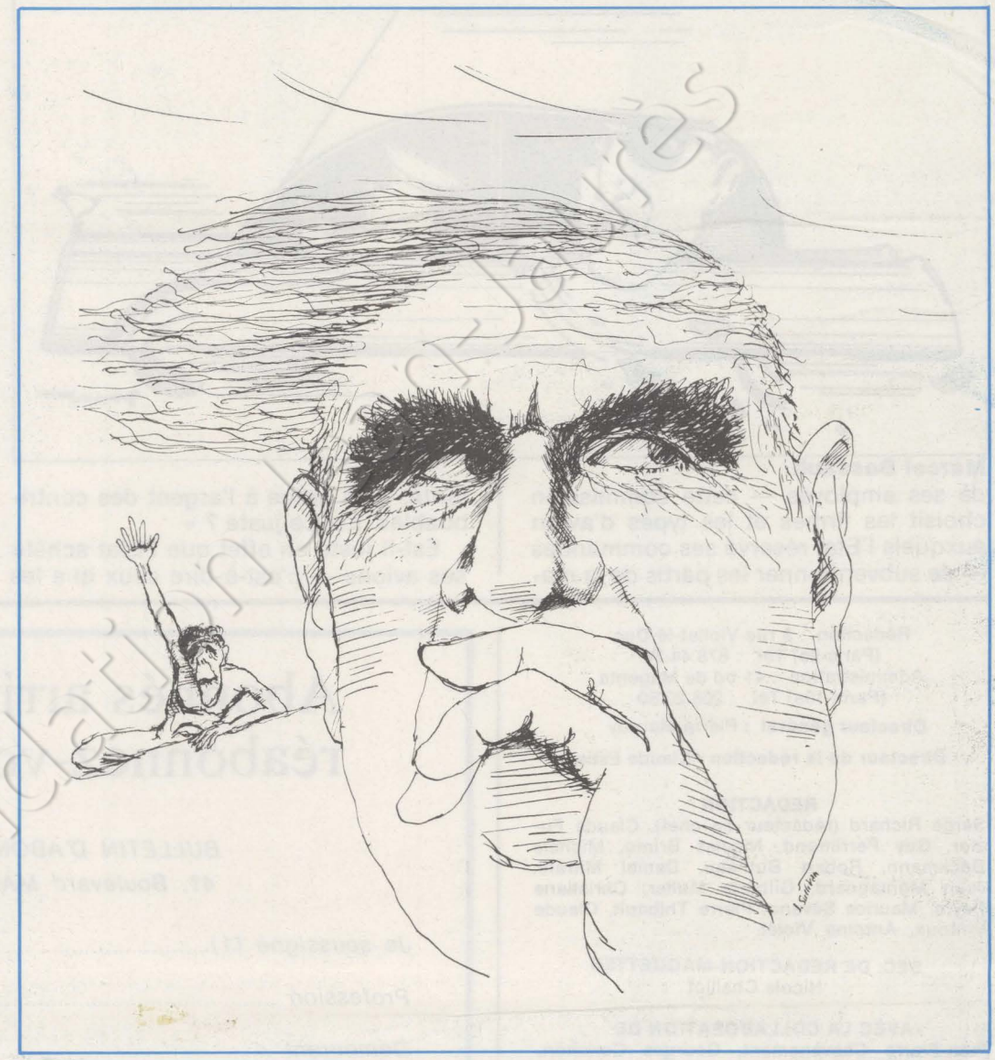
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

La fin d'une époque

C'est fait. La « majorité » n'est plus la majorité. Elle n'est plus qu'une minorité en perdition, dont nous verrons bien, le 11 mars, si elle est encore en mesure de dicter sa volonté à la majorité des Français.

Seule, d'ailleurs, l'existence d'une loi électorale inique permet à l'U.d.r. vaincue de faire illusion quelques jours de plus : depuis 1958, la France a été coupée en morceaux avec grand soin afin de permettre aux éléments réactionnaires d'être élus avec le minimum de voix, alors que l'électorat progressiste se trouve bloqué sur d'énormes circonscriptions. L'U.d.r. ne vole pas seulement dans les caisses de l'Etat : elle vole les suffrages dans les urnes. Il faut en moyenne 30 000 voix pour élire un député U.d.r., il en faut 60 000 pour élire un candidat de la gauche. Où est la justice ?

par Pierre Bourgeade



Si la loi électorale était juste, la composition de l'Assemblée nationale devrait refléter la composition politique du pays. La loi électorale injuste qui est celle de ces élections donne aux candidats de la réaction une véritable rente politique.

La manière dont les principaux leaders de l'U.d.r. se sont fait élire, dès le premier tour, dans des circonscriptions rurales taillées sur mesure, sous-développées et vieillies, les fait vraiment apparaître pour ce qu'ils sont : des hommes du passé et des tricheurs. Leur « retour aux sources » est parfois aux limites du bouffon : c'est à la Réunion que Michel Debré doit courir pour se faire élire. C'est de la Réunion, à 6 000 km de chez lui et de ses innombrables reniements, qu'il nous adresse, dès le 4 mars, de coléreuses injonctions. Pourquoi ne s'est-il pas présenté dans le Larzac, ou sur les plateaux de Haute-Provence où sont enfouies ses chères fusées ? S'il s'était présenté au jugement de ses concitoyens là où il agit, et si ses concitoyens, au lieu de le chasser — comme ils l'ont déjà fait — l'avaient élu, ses paroles auraient plus de poids.

Mais laissons ce pauvre homme. Quoi qu'il doive arriver dimanche, le vote du 4 mars aura démontré sans discussion possible — par les chiffres ! — qu'une époque est finie.

Finie l'époque où l'U.d.r. pouvait se dire la majorité : elle n'est qu'une fraction de l'opinion. Elle n'a aucun droit à détenir les principaux leviers de commande de l'Etat et à imposer sa volonté aux Français.

Finie l'époque où Georges Pompidou pouvait dicter ses quatre volontés à une Assemblée « introuvable » : inspirateur et véritable chef de la majorité, le président de la République est le grand vaincu des élections. Il sautera en 1976, s'il n'est pas conduit à se démettre avant la fin de son mandat.

Finie, enfin, l'époque où une douzaine d'individus — à commencer par le Premier ministre — nommés par le président de la République hors de toute procédure démocratique, pouvaient se croire les maîtres de l'Etat : le pompidolisme — cette forme française du franquisme — a été rejeté par le pays.

Dans 48 heures, la gauche peut se trouver majoritaire à l'Assemblée nationale comme elle est majoritaire dans l'opinion. Cependant, l'injustice de la loi électorale peut faire aussi que les vaincus d'hier réussissent à se maintenir provisoirement au pouvoir. Qu'ils n'aient pas d'illusions : ce pouvoir ne serait plus qu'une ombre. Le 4 mars a vu l'échec d'un homme (Pompidou), l'échec d'un clan (l'U.d.r.), l'échec d'un système politique. Le pays a clairement manifesté sa volonté de changement. Ce changement se fera.